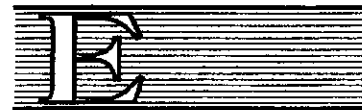


29 4/3



Distr.: LIMITEE

E/ECA/ACW/RC.VI/99/3 Rev.
Février 2000

FRANCAIS
Original . ANGLAIS

**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes en vue
de l'examen à mi-parcours des Plateformes d'action
de Dakar et du Programme d'action de Beijing

22 - 26 Novembre 1999
Addis Abeba (Ethiopie)

**SYNTHESE DES RAPPORTS NATIONAUX
D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE
DE LA PLATEFORME D'ACTION DE DAKAR
ET DU PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING**



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: LIMITEE

**E/ECA/ACW/RC.VI/99/3 Rev.
Février 2000**

**FRANCAIS
Original . ANGLAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes en vue
de l'examen à mi-parcours des Plateformes d'action
de Dakar et du Programme d'action de Beijing

22 - 26 Novembre 1999
Addis Abeba (Ethiopie)

**SYNTHESE DES RAPPORTS NATIONAUX
D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE
DE LA PLATEFORME D'ACTION DE DAKAR
ET DU PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING**

SYNTHESE DES RAPPORTS NATIONAUX

Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes

TABLE DES MATIERES

I. Introduction

II. MISE EN ŒUVRE DES DOUZE DOMAINES DE PREOCCUPATION

A. Le contexte post-Beijing

B. Les domaines critiques

1. *Femmes et pauvreté*
2. *Education et formation des femmes et des filles*
3. *Femmes et santé*
4. *Violence à l'égard des femmes*
5. *Femmes et conflits armés*
6. *Femmes et économie*
7. *Femmes, pouvoir et prise de décisions*
8. *Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme*
9. *Droits fondamentaux des femmes*
10. *Femmes et médias*
11. *Femmes et environnement*
12. *La petite fille*

III. Conclusion de la synthèse

IV. Annexes

INTRODUCTION

La sixième Conférence régionale africaine des femmes pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Plateforme d'action de Dakar (PFA) et du Programme d'action de Beijing (PA) a eu lieu du 22 au 26 novembre 1999. Les Etats africains ont procédé non seulement à une évaluation actions entreprises pour la mise en œuvre de la Plateforme d'action et du Programme d'action, ils ont aussi à cette occasion adopté une stratégie africaine commune pour les cinq prochaines années.

Il convient de rappeler que la sixième Conférence régionale fait partie intégrante d'un processus lancé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans les 70 en vue d'améliorer le bien-être des femmes partout dans le monde. A ce jour, l'ONU a organisé quatre conférences mondiales sur les femmes. La première s'est tenue à Mexico en 1975, la deuxième à Copenhague en 1980, la troisième à Nairobi en 1985 et enfin, la quatrième à Beijing en 1995. Les trois premières conférences ont été couronnées par l'adoption des «Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme» (SPNPF) et la Conférence de Beijing a évalué la mise en œuvre de ces stratégies.

La Plateforme d'action de Beijing avait identifié 12 domaines critiques dont il fallait s'occuper, à savoir :

- Femmes et pauvreté;
- Education et formation des femmes et des filles;
- Femmes et santé;
- Violence à l'égard des femmes;
- Femmes et conflits armés;
- Femmes et économie;
- Femmes, pouvoir et prise de décisions;
- Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme;
- Droits fondamentaux des femmes;
- Femmes et médias;
- Femmes et environnement;
- La petite fille.

Perspective régionale

Au niveau continental, chacune des cinq Commissions régionales des Nations Unies avait été chargée de mettre en place des mécanismes qui permettraient de lier les engagements pris au plan international avec les programmes et politiques nationaux pour la promotion de la femme. C'est dans ce contexte que les commissions régionales ont, périodiquement, organisé des réunions régionales sur les femmes. En Afrique, ces conférences régionales ont été organisées à Nouakchott (1977), Lusaka (1979), Arusha (1984), Abuja (1989) et Dakar (1994) sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). La dernière conférence a vu l'adoption de la Plate-forme africaine d'action de Dakar dans le cadre de la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, Chine, septembre 1995). La CEA assure, par l'intermédiaire du Centre africain pour la femme (CAF), le secrétariat de ces conférences statutaires.

La Plateforme africaine d'action de Dakar a identifié 11 domaines de préoccupation concernant les femmes. Ils sont identiques, pour la plupart, à ceux du Programme d'action de Beijing, cependant, la PFA de Dakar n'a pas inclus parmi les priorités, le renforcement des mécanismes institutionnels. Elle considère

également la lutte contre la pauvreté comme s'inscrivant dans le cadre des actions menées pour faire accéder les femmes à des responsabilités économiques (ces deux domaines sont traités séparément dans le PMA de Beijing). Toutefois, la PFA de Dakar a introduit les questions de la famille, de la culture et de la socialisation comme un domaine prioritaire spécifique.

Processus préparatoire des rapports d'activité nationaux pour la mise en œuvre des PFA de Dakar et de Beijing

Dans leurs recommandations relatives à la mise en œuvre des deux PFA, les Etats africains ont noté que c'est aux gouvernements qu'il revient en premier, de mettre en œuvre les stratégies indiquées dans le PMA et la PFA. Dans ce contexte, ils ont décidé que chaque Etat devrait formuler et exécuter un Plan d'action national pour la promotion de la femme dans les domaines prioritaires stipulés dans le PMA et la PFA.

Le Centre africain pour la femme (CAF) a été chargé d'assurer le suivi et de fournir un appui technique aux Etats membres pour la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs plans nationaux, ainsi que pour l'élaboration de leurs rapports d'activité. A cette fin, le CAF a organisé quatre réunions sous-régionales après Beijing en vue de proposer des orientations, des indicateurs et des modalités de suivi et d'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'action nationaux d'une part, et d'autre part pour déterminer les contraintes à cette mise en œuvre. Au cours de ces réunions sous-régionales, les principaux points soulevés, étaient les suivants :

- Le contexte national post-Beijing;
- La formulation, la diffusion, le suivi et l'évaluation des plans d'action nationaux eu égard aux directives du CAF/CEA sur la mise en œuvre de la PFA africaine;
- Les grandes lignes du Plan d'action national;
- Les directives pour l'élaboration des rapports d'activité nationaux sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des PFA de Dakar et de Beijing;
- Les différentes étapes en vue de la préparation de la sixième Conférence régionale africaine sur l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre des PFA de Dakar et de Beijing.

A l'issue des réunions sous-régionales, pratiquement tous les Etats membres ont été informés des responsabilités qu'ils auraient dans le processus d'évaluation de la mise en œuvre de la PFA au niveau national. La première étape consisterait à préparer et à envoyer les rapports nationaux au CAF et à la Division pour la promotion de la femme (DPF).

Rapports nationaux

Les rapports nationaux récapitulent les progrès réalisés par chaque pays dans la mise en œuvre des PFA de Dakar et de Beijing au cours des 5 années écoulées. Ils portaient sur les points ci-après :

- La réaffirmation des domaines prioritaires et des objectifs choisis par chaque pays pour son plan d'action national;
- Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Plans d'action nationaux;
- L'impact par rapport à la situation des femmes;
- Les difficultés rencontrées;
- Les actions stratégiques à mener aux niveaux national, régional et international pour réaliser les objectifs fixés dans les PFA.

Au moment de la rédaction du présent rapport, 43 des 53 rapports nationaux avaient été reçus. Les Comores n'ont pas été en mesure d'élaborer un rapport national à cause de la situation politique prévalant dans le pays ; un autre pays n'a pas pu mobiliser suffisamment de ressources pour préparer à temps son rapport national et huit pays n'ont pas répondu positivement aux lettres de rappel.

I. MISE EN OEUVRE DES DOUZE DOMAINES CRITIQUES

A. Contexte national

Dans l'ensemble, la plupart des pays ont démontré leur volonté politique et leur détermination à créer un environnement permettant d'examiner les questions liées à la promotion de la femme et d'améliorer la condition des femmes. Certains pays ont entrepris des réformes juridiques et ont ainsi amendé leurs constitutions et lois fondamentales pour souligner l'égalité des hommes et des femmes. Les lois (comme celles sur la famille, le code pénal, la propriété foncière, etc.) ont été amendées afin que les femmes puissent participer pleinement à la vie publique et privée. D'autres pays ont soit, renforcé leurs mécanismes institutionnels existants (ministères, départements, bureaux, points focaux, commissions, comités, conseils), soit, créé de nouveaux mécanismes pour favoriser la promotion de la femme.

Chacune de ces structures a reçu un mandat spécial. Les ministères et départements étaient chargés de formuler, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques, plans, programmes et projets sur l'ensemble du territoire national. C'est dans ce contexte que, dans certains cas, des commissions intersectorielles sous la direction des ministères, ont été chargées d'élaborer les rapports nationaux. Les commissions, les comités et les conseils chargés de la promotion des femmes étaient placés sous la responsabilité de divers ministères. Au Botswana, par exemple, ils relevaient du Ministère du Travail tandis qu'en Ouganda, ils étaient coiffés par le Ministère du développement social, au Malawi; ils relevaient du Ministère de la femme, de la jeunesse et des services communautaires (MOGYCS) et enfin en Zambie, de la Présidence de la République.

Il importe de noter que l'égalité entre les sexes est une question qui en recouvre beaucoup d'autres. Il en découle que pour résoudre les problèmes connexes, il est nécessaire d'impliquer plusieurs secteurs tels que l'éducation, la santé, la main-d'œuvre, l'économie, la justice, etc. C'est cette approche qui a été adoptée par plusieurs pays. Ainsi, un organe national consultatif pour la promotion des femmes, associant toutes les structures travaillant sur des questions concernant les femmes, a été créé en République centrafricaine (RCA) et un Comité national ad-hoc chargé du suivi de la mise en œuvre des décisions relatives à l'égalité entre les sexes a été établi au Kenya. Au Ghana, un cadre de travail a été établi par le canal du Mécanisme national sur les femmes et le développement (NCWD) au niveau de la Présidence de la République et comprenant des sections dans les ministères, les départements, les institutions et les ONG. Le Malawi quant à lui, a formé un Comité national consultatif sur la parité des sexes comprenant tous les secrétaires généraux et une équipe de formateurs multi-sectorielles sur la parité entre les sexes au sein du MOGYCS. L'Afrique du Sud dispose également d'un Mécanisme très élaboré sur les questions concernant les femmes qui englobe le législatif, avec le Comité sur la condition de la femme situé à la Présidence et l'exécutif avec les départements gouvernementaux et leurs points focaux sur les questions concernant les femmes. Le mécanisme non gouvernemental sur les questions concernant les femmes comprend un organe statutaire, la Commission sur l'égalité entre les sexes et des organes de la société civile tels que les organisations de femmes, les églises et les syndicats. En outre, pour assurer le suivi de la post-conférence de Beijing, presque tous les gouvernements ont mis en place des comités ou commissions nationaux.

En rédigeant leurs rapports nationaux, les gouvernements devaient collaborer avec les ONG, les organisations de la société civile et les partenaires du développement. Le nombre d'ONG s'occupant des questions concernant les femmes a commencé à se multiplier après la Conférence de Nairobi et elles sont aujourd'hui des milliers en Afrique. Non seulement les ONG mènent des activités sur les plans local, national et régional dans divers secteurs, elles s'emploient aussi à promouvoir l'égalité entre les sexes, à sensibiliser le public sur les droits des femmes en menant des campagnes d'information et en dispensant une formation.

Au cours de la période post-Beijing, certains pays ont connu des crises politiques graves, des bouleversements sociaux, des guerres, des catastrophes climatiques et d'autres développements négatifs qui ont tous entravé la mise en œuvre du PA et de la PFA. On peut citer, entre autres, l'Angola, le Burundi, l'Erythrée, le Kenya, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Tanzanie. Pendant cette période toutefois, quelques femmes se sont battues pour la paix et il convient de mentionner les initiatives et le dynamisme des associations de femmes en RCA. Il faudrait également souligner qu'en dépit de ces conditions difficiles, chaque pays s'est efforcé de formuler et de mettre en œuvre un Plan d'action national et d'autres programmes en faveur des femmes.

B. Les contextes régional et international

Afin de renforcer l'intégration économique au niveau continental, les Etats africains ont, au cours des 20 dernières années, créé un certain nombre d'organisations intergouvernementales sous-régionales telles que la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

La CEDEAO, la CEEAC et la SADC mis en place des réseaux ou des services spécialisés pour promouvoir les femmes, notamment : l'Association des femmes d'Afrique de l'Ouest (AFAO), le Réseau économique des femmes d'Afrique centrale (REFAC) et l'Unité sur l'égalité entre les sexes de la SADC. De plus, les Chefs d'Etat de la SADC ont signé une Déclaration lors de leur sommet de septembre 1997 exprimant leur détermination à «promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration et à assurer l'éradication de toutes les inégalités entre les hommes et les femmes dans la région». Dans les autres organisations intergouvernementales sous-régionales, toutes les questions relatives à la promotion des femmes sont en général l'affaire de structures relevant de la souveraineté nationale.

Pour sa part, la CEA s'efforce de sensibiliser ses Etats membres à leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du PA et de la PFA à travers les politiques et programmes de leurs institutions nationales, régionales ou sous-régionales. A l'occasion de son 40e anniversaire, la CEA a organisé une Conférence internationale au cours de laquelle, la mondialisation était un point principal de discussion. Il a été fait observer que la mobilité des capitaux à titre d'investissements étrangers, donne lieu à un nouveau phénomène dans la division internationale du travail, en effet, on assiste maintenant à une relocalisation des industries manufacturières à haute intensité de main-d'œuvre dans les pays en développement. De manière générale, les pays où il y a une forte incidence de pauvreté absolue, semblent attirer cette production mobile à cause des bas salaires qui y sont pratiqués. Lorsqu'il y a harmonisation entre la mondialisation et la capacité productive des pauvres et le sous-emploi, une amélioration des niveaux de vie et une réduction significative de la pauvreté s'en sont suivies. Par exemple, au Maroc, l'incidence de la pauvreté a baissé de 26 à 13% dans les cinq années qui ont suivi la libéralisation du commerce au milieu des années 80.

La mondialisation a, toutefois, une conséquence préoccupante : certains pays et régions n'ont pas profité des avantages de l'intégration. Les pays africains sont particulièrement marginalisés car leurs seuls liens avec l'économie mondiale sont la fuite des capitaux, le règlement du service de la dette et l'assistance reçue des sources publiques. Pour participer effectivement à la mondialisation, une région donnée doit posséder la capacité technologique requise, notamment dans les domaines de l'information et de la communication. Les régions qui n'ont pas les capacités requises dans ce domaine seront évincées du secteur manufacturier mondial et pourraient donc perdre leurs usines de production, avec les conséquences néfastes que cela entraînerait sur le marché local de l'emploi. De la même manière, l'introduction de technologies et d'utilisations nouvelles des terres, pourraient entraîner la marginalisation des ouvriers les moins qualifiés, y compris la main-d'œuvre féminine, de la production industrielle.

EXAMEN DES RAPPORTS PAR DOMAINE CRITIQUE**1. LES FEMMES ET LA PAUVRETE**

Introduction : Sur les 48 pays, 46 ont retenu ce domaine critique comme priorité. La pauvreté constitue un fardeau particulièrement lourd pour les femmes qui vivent dans les zones rurales et pour celles qui sont des chefs de ménage. Leur pauvreté se manifeste diversement : manque de liquidités, faim, malnutrition, état mauvaise santé et conditions de vie insalubres. Les femmes sont confrontées à la discrimination et ne bénéficient pas d'un accès égal au logement, à l'éducation et à d'autres services essentiels. N'ayant pas accès aux ressources productives, elles n'ont aucun contrôle sur elles et ne peuvent donc subvenir à leurs besoins durablement et sont exclues des processus de prise de décisions. Par ailleurs, les femmes n'ont pas les compétences nécessaires pour obtenir un emploi dans le secteur formel et se retrouvent essentiellement dans le secteur informel. En élaborant des stratégies en vue de la mise en œuvre du PA et de la PFA dans le domaine de la pauvreté, les pays ont identifié, au niveau national, des questions et des secteurs d'une importance primordiale pour l'égalité entre les sexes en vue d'en tenir compte dans les politiques, programmes et projets sectoriels.

Objectifs :

1. Examiner les besoins des femmes en situation de pauvreté;
2. Assurer aux femmes des droits égaux et un accès égal aux ressources économiques ;
3. Assurer aux femmes l'accès aux mécanismes et institutions d'épargne et de crédit;
4. Chercher à résoudre le phénomène de la féminisation de la pauvreté au moyen d'enquêtes.

Mise en œuvre et réalisations. : Les pays ont formulé de nouvelles politiques tenant compte des besoins des femmes, révisé leurs législations et réorganisé les structures administratives afin de créer un environnement propice pour la mise en œuvre de la PFA. Dans le domaine des réformes juridiques, les pays ont proclamé de nouvelles lois, révisé leurs codes pénal et civil et leur constitution pour faire en sorte que les femmes bénéficient de droits égaux et accèdent également aux ressources économiques. L'Erythrée par exemple, a promulgué de nouvelles lois et politiques donnant aux femmes le droit d'être propriétaires terriennes et de percevoir un salaire égal pour un travail égal. Dans les pays où de telles dispositions existent mais sont considérées comme normales, des campagnes de sensibilisation ont été menées pour la promotion des femmes dans l'arène économique. D'autres pays ont révisé leurs constitutions et lois pour qu'elles assurent l'égalité entre les sexes (Erythrée, Guinée-Bissau, Malawi, Nigeria, Ouganda et Sénégal, entre autres). L'Ethiopie a publié en 1995 la Proclamation relative à l'administration des terres rurales pour garantir l'accès sur un pied d'égalité aux terres pour des entreprises économiques et en 1996, la Proclamation relative à l'octroi de licences et à la supervision des petites entreprises et des institutions de micro financement dans les zones rurales et urbaines.

Certains gouvernements ont pris des mesures pour encourager les femmes à participer à la révision, à la modification et/ou à la formulation des politiques macro-économiques et sociales. La politique nationale de l'Ethiopie pour les femmes de 1993, comporte des dispositions garantissant aux femmes des droits égaux en matière d'activités économiques. Le Kenya va bientôt présenter au Cabinet pour approbation la Politique nationale sur les femmes et le développement. En Erythrée, des politiques ont été formulées pour que les investissements dans l'agriculture servent en priorité à accroître la production des entreprises commerciales et non commerciales privées, donnant ainsi aux femmes des chances égales de participer dans tous les secteurs de l'économie. Le Cameroun a publié une Déclaration nationale contre la pauvreté en 1998.

A la suite de l'évaluation récente des dégâts économiques causés par les programmes d'ajustement structurel (PAS) – dont les victimes directes sont les femmes – certains pays comme le Malawi, Madagascar et le Soudan ont élaboré des plans, des cadres et des programmes d'allègement de la pauvreté. Le Kenya a récemment élaboré un plan national d'allègement de la pauvreté (1999- 2015) et se propose de réduire la pauvreté de 30% ou plus à l'horizon de l'an 2010. Le Lesotho a mis au point un plan d'action contre la pauvreté qui a débouché sur le programme national contre la pauvreté. Ce pays a également mis en place le Fonds national pour le développement communautaire qui est un «fonds social» alimenté par les redevances provenant du projet des eaux de montagnes du Lesotho. Le Plan du Mali couvre la période 1998 – 2002. Le Burkina Faso, le Burundi, Djibouti, le Soudan, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe et d'autres pays ont spécifiquement incorporé un volet social dans leurs programmes de développement pour amortir les effets adverses des PAS sur les groupes vulnérables. L'Erythrée et le Malawi ont aboli le contrôle des prix, simplifié les procédures d'octroi de licence et introduit des régimes fiscaux qui encouragent le commerce et les investissements. La Libye, quant à elle, fournit des denrées subventionnées et des allocations aux pauvres.

Du fait qu'elles sont traditionnellement responsables de la production et de la sécurité alimentaire ainsi que de la nutrition, les femmes sont encouragées à accroître la production agricole, à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition et à augmenter les revenus des ménages. Grâce à son Plan de modernisation du secteur agricole 1995 - 2003, l'Ouganda a pris des dispositions pour élargir l'accès aux marchés à des prix qui sont les mêmes qu'au départ de la ferme. Dans son 11e Plan d'orientation du développement économique et social 1996 - 2001, l'objectif du Sénégal est de combattre la pauvreté afin de rendre les femmes autonomes sur le plan économique et leur alléger les tâches domestiques. En ciblant les femmes rurales et chefs de ménages, ce plan prévoit de mettre l'accent sur l'utilisation des terres et l'accroissement de la production agricole comme principaux moyens d'éradiquer la pauvreté. Certains programmes, comme en Gambie font appel à la communauté et sont conçus pour toucher les femmes dans les communautés de base tout en les sensibilisant davantage, en encourageant la participation et en donnant aux communautés les moyens d'alléger la pauvreté. Pour faciliter la productivité économique et obtenir des revenus plus élevés, les femmes en Ouganda et au Malawi apprennent à utiliser des appareils permettant d'économiser l'effort pour réduire leurs charges de travail et rendre les tâches moins pénibles. Certains pays mettent l'accent sur des programmes agricoles et environnementaux (Burundi, Congo, Gambie, Malawi, Sénégal et Zimbabwe).

D'autres pays ont également mis en place des institutions, dont un bon nombre sont multisectorielles, pour lutter contre la pauvreté en intégrant la problématique hommes-femmes dans les politiques, plans, programmes et projets dans le but de coordonner et d'assurer le suivi des progrès réalisés en ce qui concerne l'égalité entre les sexes. Les Unités pour la promotion de la femme du Kenya et le Département des questions féminines du Malawi encouragent, dans l'élaboration et la collecte de données désagrégées, à tenir compte des femmes et de leurs contributions, afin de décrire exactement la condition économique des femmes. Au Swaziland, le Groupe de travail pour l'égalité entre les sexes formé sous les auspices du Programme de réforme économique et sociale, a déterminé les domaines critiques nationaux et mis au point les programmes de mise en œuvre. Par ailleurs, certains pays ont mis en place des commissions, comités, unités et désigné des responsables des questions relatives aux femmes, dans les ministères et départements sectoriels pour coordonner la collaboration entre les parties prenantes et encourager la prise en compte systématique des femmes et de leurs besoins dans toutes les activités. Dans un esprit de coopération et de collaboration, les gouvernements ont appuyé la création d'ONG, de groupes, de coopératives et d'institutions financières.

Dans le but de rendre les femmes autonomes sur le plan économique, les pays ont reconnu que des études sur les caractéristiques de pauvreté des femmes étaient nécessaires pour aider à formuler et à planifier des politiques répondant aux besoins et préoccupations des femmes (Burkina Faso, Cameroun, Erythrée, Malawi, Maroc, République centrafricaine, Sénégal, Seychelles, Soudan, Swaziland et d'autres). Des pays ont mis en place des bases de données désagrégées sur la pauvreté et élaboré des méthodologies spécifiques pour les hommes et les femmes en vue d'éradiquer la pauvreté. L'enquête sur l'évaluation de la pauvreté au Zimbabwe, la Stratégie nationale globale du Soudan 1992-2002 et le projet d'évaluation participative de

l'Ouganda, ainsi que d'autres projets connexes, ont pour objet de répondre aux préoccupations socio-économiques des femmes marginalisées. D'autres pays ont fourni un appui pour la diffusion de l'information et des conseils en commercialisation. Des centres professionnels pour les femmes au Burundi et au Sénégal et les responsables concernant les femmes dans des pays comme le Kenya, le Burkina Faso et le Tchad, jouent un rôle vital dans la gestion de l'information. Des cours de formation à la gestion des entreprises et d'alphabétisation fonctionnelle sont assurés au Rwanda, au Burkina Faso, au Tchad, au Malawi, au Burundi, en Gambie, entre autres.

Beaucoup de pays ont pris des mesures pour permettre aux femmes de s'engager dans des activités génératrices de revenus, individuellement ou en groupes. L'un des besoins essentiels mentionnés à plusieurs reprises dans les rapports nationaux, est le manque d'épargne et d'accès au crédit. Dans leurs efforts visant à développer la capacité d'entreprise des femmes, certains pays ont eu à réexaminer les institutions financières existantes et leurs mécanismes. L'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, le Congo, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, la Namibie, le Nigeria ; l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland et le Tchad ont mis en place des fonds autorenouvelables, des fonds de garantie du crédit et des programmes de crédit afin de faciliter l'accès au crédit. Grâce à ces programmes, les groupes de femmes et les individus peuvent obtenir des prêts ainsi que les facteurs de production nécessaires, quelquefois sans garantie, pour financer des activités génératrices de revenus. Certains de ces programmes sont entre autres, le Fonds pour les entreprises publiques du Swaziland, le Fonds de développement communautaire de l'Erythrée, le Crédit de la Zone Debub et le Plan d'épargne de l'Ouganda et du Burundi.

Les sociétés d'épargne et de crédit encouragent également les femmes à tirer avantage des programmes de crédit et d'épargne. Le Zimbabwe a créé une banque pour les femmes, «l'Oma Capital Account Bank». Il existe aussi des programmes de micro-crédit qui encouragent les femmes à demander des crédits. Le Plan de micro-crédit de l'Algérie est destiné aux femmes qui ne peuvent pas travailler hors de leur domicile. Il encourage les activités à domicile qui permettent de concilier les responsabilités familiales et économiques. L'Institut de micro-finance de l'Ouganda forme les femmes à la gestion des affaires et facilite l'obtention de subventions. Son fonds autorenouvelables et ses plans de crédit encouragent également les groupes de femmes à rassembler des fonds qui sont ensuite utilisés pour accorder des prêts informels aux membres des groupes. Au Burundi, au Congo, en Guinée-Bissau, au Malawi, en Ouganda, au Rwanda, au Sénégal et au Soudan, les femmes sont encouragées à former des coopératives et des groupements similaires. Le Lesotho crée des emplois grâce à l'Unité de construction chargée d'entretenir et d'améliorer les routes et assurent le perfectionnement des compétences des entrepreneurs locaux grâce à la Société de développement des entreprises Basotho.

Ressources. L'Algérie a alloué 14 millions de dinars aux programmes de lutte contre la pauvreté s'attaquant aux problèmes sociaux et aux conséquences du chômage. Le Tchad a alloué 50 millions de FCFA. Le Nigeria a alloué 32 millions de nairas sous forme de subventions et 23 millions de nairas spécifiquement pour des projets générateurs de revenus. Le Malawi a alloué 360 millions de Kwacha (MK) sur le budget de l'Etat ainsi que des subventions et a, par ailleurs, mis en place un fonds de garantie de 35 MK pour l'emploi non agricole. Le gouvernement malien a alloué 800 millions de FCFA au projet de crédit géré par le Ministère chargé de la promotion de la femme. Le Botswana a fourni de petits prêts pour les activités génératrices de revenus, tandis que le Kenya a pu inscrire au budget, une rubrique «allégement de la pauvreté». Des fonds spéciaux ont été mis en place dans d'autres pays pour stimuler les économies nationales ou pour financer directement des programmes en faveur des femmes. Les communautés ont également été encouragées à se procurer des fonds elles-mêmes.

Contraintes et insuffisances : a) Le manque de ressources humaines, matérielles et financières demeure un obstacle de taille; b) Du fait de leurs rôles multiples, les femmes ne sont pas en mesure de participer à des sessions de formation ou de se concentrer suffisamment sur des activités qui leur permettraient d'améliorer leur situation économique; c) La dette nationale est un lourd fardeau; d) Le traumatisme provoqué par les guerres; e) Le manque de coopération parmi les membres du groupe; f) L'incapacité de rembourser les crédits lorsque les projets générateurs de revenus échouent; g) Le manque de débouchés; h) L'insécurité liée à la manipulation de l'argent; I) L'ignorance des réglementations régissant le commerce transfrontières.

Recommandations :

1. Décentralisation de l'appareil administratif pour appuyer les programmes et une diffusion vigoureuse de l'information;
2. Formation spéciale pour les handicapés;
3. Davantage d'accès aux terres irriguées;
4. Davantage d'opportunités d'emploi pour les femmes;
5. Meilleur accès au crédit et à l'épargne;
6. Formation en alphabétisation fonctionnelle;
7. Réinstallation des personnes déplacées;
8. Davantage de centres d'affaires
9. Pleine participation des femmes à l'élimination et à la prévention de la corruption en tant que stratégie pour éradiquer la pauvreté.

Questions nouvelles.

1. Les pays africains doivent mettre en place les services de sécurité sociale et de promotion sociale pour assurer un niveau de vie minimal, particulièrement aux femmes, aux personnes âgées et aux personnes handicapées. La sécurité physique, la sécurité alimentaire et le logement doivent être garantis en tant que droits humains fondamentaux. Des normes minimales pour une vie civilisée, devraient tenir compte non seulement du coût de la vie, mais également des droits humains fondamentaux universellement acceptés. En fixant ces normes, la tendance à se contenter de demi-mesures, devrait être découragée compte tenu du processus de mondialisation rapide qui fait désormais du continent africain une partie du village planétaire.
2. Le VIH/SIDA continue de se propager rapidement dans la région. Il ne touche pas seulement certaines catégories de personnes, mais menace aussi les économies, les populations et la survie de nations entières. Des taux plus élevés d'infection sont signalés chez les femmes qui sont les garants de la survie des communautés et des races.
3. La pauvreté est étroitement liée à la question de la corruption. Les gens peuvent être amenés à encourager la corruption pour résoudre les problèmes découlant de leur situation de pauvreté.
4. Plusieurs pays tentent d'éradiquer les pratiques et croyances culturelles néfastes mais, il est également important d'étudier et d'encourager les valeurs culturelles positives qui favorisent la promotion de la femme. Ce pourrait être un moyen de susciter moins d'hostilité au changement.
5. Pour assurer la survie et le progrès des individus et des communautés, les pays devraient promouvoir vigoureusement l'autodétermination, l'auto-assistance, le respect personnel et la maîtrise de soi.
6. La femme pourrait, à titre individuel, vouloir accéder aux ressources au niveau local et les contrôler. Il importe aussi de diffuser l'information sur les ressources aux niveaux national, sous-régional et régional et de faire en sorte que les femmes puissent accéder à ces ressources et les contrôler.

2. EDUCATION ET FORMATION DES FEMMES ET DES FILLES

Introduction: Sur les 48 pays ayant présenté un rapport, 43 ont retenu l'éducation et la formation comme domaine prioritaire. La plupart des pays ont tenu, en exposant leurs préoccupations actuelles, à indiquer qu'ils ont inscrit dans la constitution le droit de tous les citoyens à l'éducation. Malgré cela, les taux d'analphabétisme dans la plupart des pays restent élevés, ils sont même plus élevés chez les femmes. Au Burkina Faso 82% de la population totale sont analphabètes. Au sein de la population féminine, le pourcentage est de 91,7%. En Algérie, 33,4% des femmes sont analphabètes tandis qu'en Ouganda et au Malawi, le taux est de 29% et 69% respectivement. Les programmes d'alphabétisation des adultes ont tenté de corriger la situation mais ils ne sont pas suffisants et ne touchent pas toute la population.

A la Conférence de Beijing en 1995, les disparités entre les sexes en ce qui concerne le taux de scolarisation globale, avaient suscité une vive préoccupation et la situation ne s'est vraiment pas améliorée depuis. En Ethiopie, 18,2% des filles seulement sont inscrites dans le primaire et le taux d'inscription des populations nomades n'est que de 8%. On peut citer d'autres chiffres concernant les filles : 60% au Malawi, 50% à Madagascar, 17,6% en Angola, 49,3% au Kenya et 63,63% au Togo (contre 79,76% pour les garçons). Au Mozambique le taux d'inscription pour les filles dans le primaire représente 44% de l'ensemble des inscrits, 28% dans le secondaire et 25% dans le supérieur (chiffres de 1995). En revanche, la Tunisie a atteint le taux de 99% tant pour les garçons que pour les filles. Dans l'ensemble toutefois, les disparités sont plus importantes aux niveaux secondaire et supérieur.

Les résultats scolaires des filles méritent aussi qu'on s'y attarde. En général, les filles réussissent moins bien et sont également faiblement représentées dans les disciplines scientifiques et techniques. Les taux d'abandon scolaire sont un autre sujet de préoccupation et doivent être mis en rapport avec la capacité économique de parents qui préfèrent éduquer les garçons plutôt que les filles. Le taux d'abandon scolaire dépend aussi de contraintes socio-culturelles telles que le mariage et les grossesses précoces. Il est également nécessaire d'adapter les programmes scolaires pour les rendre plus utiles à la vie des élèves. Il importe également de réformer les programmes pour qu'ils donnent une image plus positive des femmes et des filles.

Au nombre des autres problèmes, on peut citer l'insuffisance des établissements d'enseignement et des enseignants et la médiocrité de l'infrastructure scolaire de base comme par exemple, l'absence de toilettes pour les garçons et pour les filles. Les longues distances que les enfants doivent couvrir pour se rendre à l'école et le coût élevé de l'éducation résultant du système de participation aux coûts introduit dans les pays appliquant des programmes d'ajustement structurel (PAS), ont également été mentionnées.

Objectifs :

1. Assurer l'accès tant des garçons que des filles, à l'éducation ainsi qu'une fréquentation ininterrompue et promouvoir une éducation et une formation non discriminatoires;
2. Prendre des mesures pour permettre aux filles d'améliorer leurs résultats scolaires;
3. Eliminer l'analphabétisme chez les femmes;
4. Enlever les préjugés sexistes des programmes et des méthodes d'enseignement notamment, les manuels scolaires et autres matériels didactiques;
5. Améliorer l'accès des femmes à la formation professionnelle, à la science et à la technique et à l'éducation permanente;
6. Affecter suffisamment de ressources au suivi de la mise en œuvre des réformes dans le domaine de l'éducation;
7. Favoriser l'éducation et la formation permanentes pour les filles et les femmes afin d'élargir leur horizon.

Mise en œuvre et réalisations : S'il est vrai que la plupart des pays ont indiqué que la constitution nationale garantit l'accès, sur un pied d'égalité, à l'éducation sans distinction, de sexe, de religion ou de race, les pays ont cependant reconnu qu'il importait de prendre des mesures complémentaires pour corriger les disparités notées plus haut. L'accès universel à l'enseignement primaire a été institué en Ouganda, aux Seychelles, au Ghana, en Algérie, au Congo, au Burundi et en Tunisie. Certains gouvernements ont garanti l'accès universel en prenant en charge le coût de l'éducation tandis que d'autres comme le Cameroun ont fourni une assistance à des enfants abandonnés ou à des familles n'ayant pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école.

Certains pays ont mis en place des comités nationaux interdépartementaux ou homogènes spéciaux chargés de suivre les performances scolaires des filles et d'assurer l'égalité entre les sexes. Leur tâche est de faciliter l'accès à l'éducation et à d'autres services connexes, comme distribuer gratuitement les fournitures scolaires et décerner des prix pour bons résultats. D'autres ont créé des commissions nationales sur l'éducation de base pour coordonner et promouvoir les activités éducatives.

Un certain nombre de *programmes* ont été élaborés par les Etats afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation pour les filles. Certains pays ont construit des *écoles supplémentaires* (Burkina Faso, Cameroun, Sénégal) tandis que d'autres ont introduit le système du double flux qui permet aux élèves de fréquenter l'école par alternance. Pour permettre aux filles de jouir de leur droit à l'éducation, un certain nombre de pays ont également institué des programmes spéciaux visant à accroître le taux d'inscription des filles. En collaboration avec le Ministère de l'éducation, la section du FAWÉ au Rwanda a créé une école d'excellence pour les filles. La création de cinq autres écoles similaires est également envisagée. L'enseignement primaire gratuit au Malawi a permis de faire passer le taux d'inscription de 1,9 à 3,2, 60% des inscrits étant des filles. Le Malawi a également lancé la Basic Literacy and Education Social Mobilisation Campaign (campagne en faveur de l'éducation des filles) afin de changer l'attitude de la communauté à l'égard de l'éducation des filles. L'Ethiopie s'est donné pour objectif de faire passer le taux de scolarisation des filles de 30% à 50%. Au Mali le taux d'inscription des filles s'est considérablement accru entre 1996 et 1997. L'Algérie, le Burundi, le Congo, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan et le Tchad entre autres, ont des programmes similaires visant à accroître le taux d'inscription des filles.

L'éloignement et l'isolement sont également responsables du faible taux de scolarisation des filles, en particulier. Certains pays ont résolu ce problème en créant des écoles mobiles surtout dans les zones pastorales. L'institution de cantines scolaires ou de programmes d'alimentation scolaire a permis de résoudre le problème des multiples déplacements que les élèves devaient faire à la maison pour manger. Cela a également permis de garantir aux élèves un repas équilibré par jour au moins. D'autres pays comme l'Algérie fournissent des cars de transport scolaire aux enfants qui habitent loin. D'autres solutions consistent à prévoir des internats et des foyers pour les filles dans un cadre qui leur permet de se concentrer sur leurs études. Une autre stratégie qui permet d'améliorer l'accès à l'éducation est le recours au *télé-enseignement* qui permet à des adultes en particulier de poursuivre leurs études au foyer sans interrompre leur vie de famille et leurs activités connexes. Il s'agit d'une solution de rechange particulièrement utile pour les mères de jeunes enfants à condition qu'elles puissent trouver le temps de se concentrer sur leurs études.

Une autre stratégie qui a été employée pour encourager l'éducation des filles est l'octroi de bourses d'études à des jeunes filles intellectuellement douées mais défavorisées sur le plan économique. Les bourses sont fournies par les gouvernements et/ou des ONG. Dans certains pays tels que le Nigéria, des bourses spéciales sont accordées aux filles pour des études scientifiques et techniques. D'autres pays comme l'Algérie et Madagascar fournissent des manuels et d'autres matériels scolaires aux élèves défavorisés. Au Malawi, l'instruction est gratuite pour les jeunes filles dans les établissements secondaires subventionnés par l'Etat. Les filles-mères sont réadmissibles à l'école au Kenya. D'autres, comme le Botswana, ont des programmes permettant aux filles en grossesse de rester à l'école le plus longtemps possible.

La langue d'enseignement est quelquefois un obstacle à l'éducation aussi bien des filles que des garçons. Pour résoudre ce problème, certains pays encouragent l'emploi des langues locales. En Erythrée par exemple, la langue maternelle est la langue d'enseignement dans les zones rurales pendant les cinq premières années de scolarité.

Dans le but d'éliminer les préjugés sexistes des manuels scolaires et autres matériels didactiques, des programmes de sensibilisation ont été élaborés à l'intention des responsables, des enseignants et des femmes dans plusieurs pays, dont le Zimbabwe. Des ateliers à l'intention de ceux qui sont chargés d'élaborer les programmes, des conseillers d'orientation, des directeurs d'écoles, des formateurs ont été organisés dans nombre de pays pour le même objectif. Dans un certain nombre de pays, des manuels spéciaux tenant compte des sexospécificités, ont été élaborés à l'intention des enseignants et autres formateurs. Des pays comme l'Angola ont remanié tous leurs programmes scolaires pour qu'ils tiennent davantage compte des spécificités des filles et des femmes. La participation des femmes et des hommes à la direction des écoles et à l'élaboration des programmes scolaires a également été encouragée. Des efforts sont également déployés pour avoir plus d'enseignantes dans les écoles afin que les étudiantes s'en inspirent comme modèles.

La stratégie la plus populaire pour l'élimination de *l'analphabétisme* chez les femmes a été l'éducation des adultes. L'analphabétisme est l'un des grands problèmes que les femmes connaissent en Angola, au Burundi, au Burkina Faso, aux Comores, en Guinée-Bissau, à Madagascar, au Malawi, en Namibie, au Sénégal, au Soudan et au Tchad. Plusieurs pays ont créé des centres d'éducation des adultes où l'on enseigne la lecture, l'écriture et le calcul et où les femmes acquièrent une formation technique pour diverses activités génératrices de revenus. Au Niger et au Malawi, 746 et 1890 centres d'alphabetisation des adultes respectivement, ont été ouverts à cet effet. Dans certains pays, les ordinateurs sont utilisés comme instrument d'alphabetisation et pour diffuser des informations diverses sur les questions de santé et de population. Dans l'ensemble, les ONG ont été étroitement associées à l'alphabetisation pratique des femmes.

La formation et l'éducation permanente ont revêtu différentes formes dans divers pays. Certains d'entre eux ont mis l'accent sur la formation d'enseignants pour l'alphabetisation des adultes. Le Niger et le Malawi ont formé 640 et 18 000 enseignants respectivement. Au Togo, 300 inspecteurs et conseillers en éducation ont été formés durant la période considérée. Les cours organisés ont porté sur la capacité à diriger, l'organisation des carrières et la comptabilité. Dans un certain nombre de pays, des centres de formation technique dans les domaines de l'électronique, de la technologie audio-visuelle, des arts graphiques et de la maintenance des ordinateurs ont également été ouverts. La République centrafricaine a institué des centres d'excellence pour les filles. Des centres communautaires où il est tenu compte des besoins particuliers des femmes ont également été créés, les femmes et les hommes les utilisent pour acquérir et échanger différents types de formation et des informations.

D'autres types de formation dispensés, en Guinée-Bissau, au Libéria, à Madagascar et au Malawi ont porté sur les capacités de gestion à l'intention des dirigeantes de groupes de femmes, les questions relatives à la population et à la vie familiale, l'agriculture, la santé et l'environnement, les techniques d'information, d'éducation et de communication en ce qui concerne la question des disparités entre les sexes et sur l'accès des femmes à l'éducation.

Dans certains cas toutefois, *l'insécurité entraînée par la guerre* a perturbé ces activités, surtout dans les zones rurales, comme en Angola par exemple. La baisse du taux d'inscription aux programmes d'alphabetisation des adultes qui a été de 13,3% au total et de 16,8% pour les femmes, préoccupe vivement le Kenya.

Ressources allouées : C'est au Gouvernement qu'il incombe, en premier de financer l'éducation. Généralement ce sont les impôts et des sources internes et externes qui permettent d'obtenir des ressources financières. Souvent des fonds spéciaux sont créés pour l'octroi de bourses, comme mentionné plus haut.

L'Algérie consacre jusqu'à 25% de son budget national à l'éducation. La Namibie elle y consacre 28%. Le Tchad a affecté 3 milliards de FCFA à l'éducation et à la formation durant la période considérée. Le Malawi dépense 235 000 KM pour des programmes scolaires plus soucieux d'égalité entre les sexes tandis que le Cameroun a inscrit dans son budget 1999/2000 133 milliards de FCFA à cet effet.

Les crédits prévus dans les budgets nationaux sont toutefois presque toujours insuffisants pour financer les programmes et projets en matière d'éducation. Il s'y ajoute le fait que les médiocres résultats économiques de la plupart des pays du continent en raison des PAS, ont entraîné une diminution des dépenses consacrées à l'éducation et à d'autres services sociaux. La stratégie que nombre de pays ont de ce fait adoptée a été de privilégier l'enseignement primaire et secondaire au détriment de l'enseignement universitaire. L'entrée à l'enseignement universitaire a en conséquence été limitée à un moment où on a grandement besoin de personnel spécialisé pour faire face aux réalités de la mondialisation.

Contraintes et insuffisances : L'insuffisance du budget alloué à l'éducation a constitué le principal obstacle à la mise en œuvre du Programme d'action (PA). Cela s'est répercuté non seulement sur la qualité de l'infrastructure mais également sur celle de l'éducation, à cause de la pénurie d'enseignants qui souvent est à l'origine des classes surchargées. Elle a également eu des incidences sur les programmes ainsi que sur l'équipement et le matériel d'enseignement. La participation aux coûts, là où elle a été instituée, n'a pas favorisé l'accès égal à l'éducation pour les personnes économiquement défavorisées. Une autre contrainte est la mauvaise gestion des ressources allouées

Les attitudes, les pratiques et les croyances en vigueur dans certaines cultures demeurent une barrière à la scolarisation des filles et les empêchent de poursuivre leurs études. Parmi les plus fréquemment citées, il y a les mutilations génitales (MGF) et les mariages précoces. D'autres contraintes majeures ont été les guerres et les conflits qui entraînent la destruction physique de l'infrastructure et l'insécurité généralisée, particulièrement dans les zones rurales. Les dépenses militaires élevées amenuisent des ressources nationales qui auraient pu être investies dans l'éducation.

En raison du manque de personnel connaissant bien les questions de disparité entre les sexes, il a été difficile d'opérer le changement d'attitude dans les écoles, qui aurait permis aux filles d'obtenir de meilleurs résultats et de réduire les abandons scolaires. La répartition inégale des écoles, en particulier dans les zones rurales où les filles doivent parcourir de longues distances entre leur maison et l'école, a constitué une contrainte de taille. Le choix d'une langue d'instruction qui n'est pas comprise par tous, n'a ni favorisé l'inscription dans les écoles ni permis d'y garder les élèves.

L'enseignement supérieur et la formation professionnelle spécialisés permettront de disposer d'un groupe de personnes qualifiées dans lequel on pourra recruter des femmes pour les postes de prise de décision. Malheureusement, les difficultés économiques ont contraint à adopter une politique de participation aux coûts, qui a négligé l'enseignement supérieur. Ces politiques pénaliseront probablement les femmes qui, déjà, ne bénéficient pas d'un accès égal à l'éducation. Il conviendrait donc de mettre en place dans tous les pays des mécanismes permettant de suivre l'impact sur les femmes et les filles des politiques et pratiques dans le domaine éducatif.

Recommandations :

1. Accroître la capacité des écoles;
2. Accorder une attention particulière aux enfants vivant dans des situations difficiles (orphelins, victimes de guerres, nécessiteux, handicapés etc);
3. Accorder la priorité à l'élimination de l'analphabétisme chez les femmes et trouver des stratégies en vue d'assurer une meilleure diffusion de l'information et une participation efficace des médias;
4. Assurer la formation des parents pour qu'ils soient en mesure d'éduquer et de guider leurs enfants de manière plus efficace.

Questions nouvelles : Les dépenses militaires excessives amenuisent incontestablement les ressources financières des pays. En tant que membres de la société civile, les femmes devront être éduquées pour qu'elles puissent participer activement à la recherche de mécanismes pacifiques pour résoudre les conflits. Il serait ainsi possible de consacrer davantage de ressources nationales au développement du secteur de l'éducation et, en particulier, de combler le fossé entre les femmes et les hommes.

3. LES FEMMES ET LA SANTE

Introduction : Sur les 48 pays ayant présenté un rapport, 43 ont retenu les femmes et la santé comme domaine prioritaire. Conformément aux principes adoptés en 1994 à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), le droit à une santé physique et mentale optimale, est reconnu à toutes les personnes et des mesures appropriées doivent être prises pour assurer l'accès de tous aux services de soins de santé.

La santé des femmes inclut le bien-être affectif, social et physique et elle est déterminée par le contexte social, politique, économique et biologique de leur existence. Les femmes elles-mêmes ont souligné dans nombre d'instances que l'égalité, le développement et la paix sont des préalables essentiels pour qu'elles puissent jouir d'une santé optimale tout au long de leur existence. La majorité des femmes cependant ne jouit pas d'un bon état de santé et de bien-être. Des politiques, programmes et pratiques sexistes ont des répercussions sur la santé des femmes. La réduction des dépenses consacrées à la santé et la privatisation des services de soins de santé dans nombre de pays, sans que soit garanti l'accès de tous à des soins de santé d'un coût abordable, ont eu un effet défavorable sur la santé des femmes et des filles. La pauvreté, la violence, toutes les formes de discrimination et l'incapacité d'influer sur la prise de décisions, ont eu des conséquences défavorables sur la santé des femmes. Les pays ravagés par les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les guerres et les conflits ont eu leur infrastructure sanitaire détruite et ont des groupes de populations, surtout les femmes souffrant de maladies évitables et de problèmes psychosociaux. Les taux de mortalité maternelle et infantile, d'infections par les MST/VIH et le SIDA, et de malnutrition restent élevés.

Objectifs : Les principaux objectifs sont les suivants :

1. Elargir l'accès des femmes tout au long de leur vie à des soins de santé, à l'information et à des services connexes adaptés, abordables et de bonne qualité;
2. Renforcer les programmes de prévention propres à améliorer la santé des femmes;
3. Lancer des initiatives tenant compte des spécificités des deux sexes face aux maladies sexuellement transmissibles, au VIH/Sida et aux autres problèmes de santé en matière de sexualité et de procréation;
4. Promouvoir la recherche et diffuser l'information relative à la santé des femmes;
5. Augmenter les ressources consacrées à la santé des femmes et suivre la situation dans ce domaine.

Mise en œuvre et réalisations : Pour «élargir l'accès des femmes, tout au long de leur vie, à des soins de santé appropriés, à un coût abordable et de qualité, les pays ont évalué les dispositions existantes et élaboré des politiques, plans, mécanismes institutionnels, programmes et projets. Les constitutions garantissent le droit à la santé à tous les citoyens et des lois spécifiques ont été promulguées dans des pays tels que l'Algérie pour donner la priorité à la protection et à la promotion de la santé de la mère et de l'enfant. Les mécanismes nationaux pour les femmes s'occupent des questions de politique générale et sont chargés d'en suivre la mise en œuvre. Ils ont pour mission d'aider à la formulation des politiques et de définir des stratégies en collaboration avec d'autres acteurs principaux, notamment les associations professionnelles, les ONG, les groupements de femmes et les organisations internationales. Dans les pays où une approche multisectorielle a été adoptée, d'autres secteurs collaborent également dans le domaine des questions touchant à la santé.

En élaborant des *plans d'action nationaux* et des programmes de santé prenant en compte les besoins spéciaux des femmes et s'inspirant d'une politique et d'une stratégie en matière de soins de santé primaires visant à réaliser la santé pour tous à l'horizon 2000, des pays envisagent de réduire les taux élevés de mortalité et de morbidité des femmes et de mortalité infantile en fournissant des services de santé, de nutrition, d'approvisionnement en eau et d'assainissement à des coûts abordables. Ils ont évalué leurs politiques

nationales de santé et/ou en ont élaboré de nouvelles qui tiennent compte des besoins spécifiques des femmes (par exemple l'Algérie, le Botswana, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, le Lesotho, Madagascar, la Namibie, le Nigéria, le Soudan, le Tchad, le Togo et la Zambie). Les politiques nationales sanitaires mettent particulièrement l'accent sur la fourniture de médicaments essentiels, la santé en matière de reproduction, les MST, le VIH, le SIDA et la santé des personnes âgées et des personnes handicapées. Le Burkina Faso, le Ghana, Madagascar et la Namibie notamment, mettent l'accent sur les personnes âgées et ont formulé ou sont sur le point de formuler des politiques appropriées. Le Family Support Programme (FSP) (Programme de soutien familial) du Nigéria a, en collaboration étroite avec le secteur privé et les organisations internationales, lancé le Programme national de vaccination en 1996. Le Petroleum Trust Fund a permis de financer l'achat et la distribution effective de médicaments. Certains programmes ont pour objectif la fourniture des médicaments essentiels (au Bénin et en Côte d'Ivoire) ou le développement de l'utilisation des contraceptifs (par exemple l'Ethiopian Health Sector Development Programme envisage de porter le taux d'utilisation de 8 % à 15-20 % en l'an 2002).

L'Ethiopian Policy on Women (Politique éthiopienne relative aux femmes) de 1993 recommande l'élimination des *pratiques traditionnelles néfastes* et sa mise en œuvre est assurée par l'Ethiopian Society on harmful Traditional practices (Société éthiopienne sur les pratiques traditionnelles néfastes). Les mutilations génitales féminines sont proscrites à Djibouti, au Ghana et au Togo. Afin d'assurer l'accès égal à des soins de santé abordables et de bonne qualité, la Zambian Health Reform policy (politique de réforme sanitaire en Zambie) a prévu de décentraliser la planification, la budgétisation et la prise de décision en s'appuyant sur les District Health Boards (conseils sanitaires de district) et les Hospital management Boards (Conseils de gestion hospitalière). Des politiques en matière de population ont également été formulées et/ou révisées au Bénin, en Guinée et au Kenya.

Les *soins de santé communautaires* s'adressent aux collectivités et aux individus. Les services de santé préventive ayant pris le pas sur les services de santé curative, l'accent a été mis sur la communication en matière de santé et la mobilisation communautaire. Cette approche vise à améliorer les connaissances et à encourager les changements de comportement afin de prévenir les maladies et permettre aux individus et aux collectivités de prendre en charge leur santé. Le Burkina Faso, le Burundi, l'Erythrée, le Ghana, la Guinée, la Namibie, l'Ouganda et le Soudan, encouragent cette approche qui fait appel aux comités de santé communautaires constitués d'accoucheuses traditionnelles, de guérisseurs traditionnels et d'agents sanitaires communautaires. Au Burundi, la fréquence des consultations prénatales des femmes est passée de 64,2 % en 1996 à 66,2 % en 1998.

Les *Baby Friendly Initiatives* (Initiatives pour le bien être des bébés), mises en place dans les hôpitaux et centres de santé (au Nigéria par exemple) créent une atmosphère propice aussi bien aux enfants malades ou en bonne santé que pour les mamans. De même, les Safe Motherhood Initiatives (Initiatives pour une maternité sans risques) adoptées en Angola, au Botswana, au Burundi, au Ghana, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Lesotho, à Madagascar, en Ouganda, au Soudan, au Swaziland et en Zambie fournissent des services aux femmes durant la grossesse, l'accouchement et l'après-accouchement et forment des agents sanitaires pour fournir des soins obstétricaux d'urgence afin de réduire les maladies et décès consécutifs à la grossesse.

Des *services de santé en cas d'urgence* existent en Algérie, au Bénin et au Burkina Faso pour les victimes d'accidents et pour les soins obstétricaux. Aux Seychelles, des soins de santé dans des centres de SMI décentralisés sont fournis gratuitement. Des services médicaux gratuits sont assurés en Algérie, au Burkina Faso et en Libye. Au Ghana, les personnes âgées reçoivent des soins médicaux gratuits depuis 1998. Les systèmes d'assurance maladie en Guinée et au Rwanda et le système de sécurité sociale en Algérie couvrent les maladies, la maternité, l'invalidité et les décès. Les systèmes de sécurité sociale fournissent des allocations familiales, une assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, des pensions de retraite anticipée et des indemnités de chômage à tous les Algériens.

Les services de maternité comportent des services médicaux et d'hospitalisation gratuits pour les femmes travailleuses et non travailleuses dont les maris travaillent. Le *congé de maternité payé* est assuré en Algérie, au Kenya, au Mali et aux Seychelles. Les *programmes de santé pour les adolescents* au Bénin, au Burkina Faso, au Congo, au Ghana, en Sierra Leone et en Tunisie, mettent l'accent sur les MST et le VIH/SIDA et des services de santé sont fournis aux adolescents dans les centres de santé existants. Le Programme for Enhancement of Adolescent Reproductive Life (Programme pour une meilleure vie reproductive des adolescents) (PEARL) appliqué en Ouganda dans huit districts, éduque sur les valeurs, les vertus et les conséquences des cultures et des traditions affectant la santé des adolescents. Les parents et les collectivités sont également sensibilisés. De nombreux pays ont rendu l'*avortement* illégal. Madagascar, en particulier, est préoccupé par ses problèmes d'infécondité et a élaboré des projets appropriés. Les victimes de la *violence* dans des pays tels que le Burundi, le Rwanda et la Sierra Leone reçoivent des soins de santé et des conseils et des dispositions sont prises pour le retour des personnes déplacées. Des formateurs sont formés pour gérer ces programmes spéciaux.

En Angola, au Burundi, au Kenya, au Libéria, à Madagascar, au Nigéria et au Togo notamment, des politiques non sexistes sur la *nutrition* ont permis d'améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants en mettant l'accent sur l'accès aux aliments, l'alimentation complémentaire, notamment l'iode et la vitamine A. Les enquêtes nutritionnelles effectuées au Burundi et au Nigéria ont pour objet de suivre la croissance, de constater les cas de dénutrition, les retards de croissance et l'insuffisance pondérale à la naissance et déterminer la nature et la gravité des cas de malnutrition. En Guinée et au Kenya, les départements ministériels et les ONG encouragent l'iodation du sel, l'utilisation du fer et des suppléments d'acide folique par les femmes en grossesse et découragent l'utilisation de substituts du lait maternel afin d'améliorer l'état nutritionnel des mères et des enfants et réduire les cas de malnutrition, d'anémie et de carence en iode. L'évaluation de l'état nutritionnel dans les camps des victimes des catastrophes au Burundi et dans d'autres régions a montré que la malnutrition est passée de 6% à 20% en 1993 dans certaines provinces mais qu'elle est tombée à 11% en 1999.

Concernant le développement de l'infrastructure sanitaire, de nouveaux hôpitaux, centres de santé et dispensaires ont été construits tandis que d'autres ont été remis en état (Bénin, Côte d'Ivoire, Sierra Leone). De nouveaux dispensaires et centres médicaux pour femmes et enfants ont été construits au Nigéria, en Sierra Leone et en Tunisie en vue de fournir des services de conseils et des services de santé spécialisés. Au Burundi, le nombre des centres de santé est passé de 290 en 1995 à 351 en 1998, tandis qu'en Angola, le nombre des centres de santé maternelle et infantile est passé de 64 en 1991 à 101 en 1996. Cinq nouveaux centres psychiatriques ont été construits au Tchad et de nouveaux centres de santé spéciaux ont vu le jour en Algérie. Des dispensaires mobiles fonctionnent au Nigéria et en Tunisie. La Zambie a adopté l'approche du «Supermarché» pour la fourniture quotidienne de soins de santé.

Dans les efforts qu'ils font pour prévenir la *mauvaise santé*, les pays reconnaissent que l'approvisionnement en eau potable en quantités adéquates et l'assainissement du milieu, sont des droits fondamentaux universels. Au Kenya, on estime que seulement 48% des ménages ont accès à une eau salubre et adéquate tandis que seulement 46% vivent dans un milieu convenablement assaini. La Public Health Act (Loi de santé publique) du Kenya met l'accent sur la qualité de l'*eau*, du *logement* et de l'*assainissement*. Le Water Master Plan guide les actions du Gouvernement kényen, des ONG, des organisations communautaires et du secteur privé en ce qui concerne les programmes en matière d'eau et d'assainissement. La Gambie, la Guinée équatoriale, le Malawi, la Namibie et le Togo ont des initiatives similaires. En Ouganda, 38% seulement de la population ont accès à l'eau potable. Beaucoup de personnes sont exposées à des maladies évitables, du fait qu'elles vivent dans des milieux insalubres. Des programmes d'éradication de la polio continus, systématiques, convenablement financés et bénéficiant de l'appui de l'OMS et d'autres organisations internationales, sont en cours dans la plupart des pays. Le dépistage gratuit et/ou subventionné du *cancer* est organisé en Algérie, au Burundi, au Burkina Faso et en Zambie alors que quelques pays pratiquent le test de

dépistage des MST/VIH/SIDA. La Côte d'Ivoire a également un programme dont l'objet est d'éradiquer les vers.

Les programmes d'IEC en Algérie, en Angola, au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, au Burundi, au Congo, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Nigéria, en Ouganda, en Sierra Leone, au Soudan, au Tchad, en Tunisie et en Zambie ont pour objet de sensibiliser le public aux MST, notamment au VIH/SIDA. En matière d'éducation sanitaire les activités consistent à recycler les planificateurs et fournisseurs des services de santé, les agents sanitaires dans les communautés et les accoucheuses traditionnelles afin d'améliorer les relations entre les prestataires de services et les clients et examiner des questions telles que le cancer du sein, l'allaitement maternel, les relations sexuelles sans risques, un régime alimentaire équilibré, l'abus des drogues, l'hygiène et l'assainissement. Des centres de fourniture de soins de santé servent à diffuser des informations pratiques sur la santé. La santé des femmes figure au programme des universités et des écoles de formation d'infirmiers du Ghana. La nécessité de la *recherche, de la diffusion de l'information et de l'utilisation des résultats de la recherche* est reconnue, ces activités ne bénéficient cependant pas d'un financement suffisant. Des études initiales, des évaluations des besoins et des travaux de recherche réalisés au en Angola, au Burkina Faso, en Erythrée, au Libéria, à Madagascar, au Nigéria, au Soudan et en Zambie, notamment, sur des questions de santé telles que les PTS, les SMI, la SR/PF, les MST/VIH/SIDA servent à formuler des politiques et à élaborer un cadre juridique

Dans les initiatives tenant compte des préoccupations des femmes dans le domaine des MST, du VIH/SIDA, des questions liées à la sexualité et à la santé en matière de reproduction, les pays ont pour objectif de lutter contre les maladies contagieuses, notamment les MST, la tuberculose et le VIH/SIDA, dans le cadre des soins de santé primaires. L'épidémie du VIH/SIDA a eu des conséquences sur la vie de populations entières. Elle a eu une incidence sur le développement socio-économique et constitue un défi pour de nombreux gouvernements du fait que le nombre de personnes touchées et de celles qui en meurent continue de croître. En Angola et au Malawi, le nombre de femmes et de filles infectées par le SIDA et déclarées est plus élevé que celui des hommes et des garçons. Pour s'attaquer à ce problème, des pays comme le Burkina Faso, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Namibie, le Soudan, le Swaziland et la Zambie ont élaboré des politiques de lutte contre le VIH/SIDA. A cet effet, ils privilégient l'éducation sanitaire, la promotion du préservatif et la surveillance épidémiologique de l'évolution de l'épidémie. Ils conseillent les mourants et leurs parents mais n'accordent pas l'importance qui se doit au dépistage systématique, aux tests et au traitement.

Ces pays prennent également des mesures pour assurer une *transfusion sanguine sans risques*. Ils ont mis en place des programmes nationaux de lutte contre le SIDA et les MST. Les conseils, commissions et comités nationaux sur le SIDA coordonnent les activités en collaboration avec d'autres parties intéressées pour freiner la propagation de la maladie et atténuer ses conséquences socio-économiques. Les soins à domicile aux malades du SIDA sont encouragés au Botswana et au Burundi, entre autres. Les points focaux sur le SIDA, les unités d'éducation sanitaire et les ONG éduquent les populations et militent pour un changement de comportement. Le Nigéria organise des ateliers aux niveaux national et provincial sur les MST, le VIH/SIDA pour promouvoir «la bonne santé pour tous à l'horizon 2005». Le Botswana a fait face au risque de contamination du VIH/SIDA de la mère à l'enfant en dissuadant les mères infectées d'allaiter leurs bébés au sein et en proposant des aliments de substitution.

Des initiatives pour s'attaquer aux MST, au VIH/SIDA tenant compte de la situation particulière des femmes, destinées aux garçons et aux filles, mettent l'accent sur les relations sexuelles sans risques et l'usage des préservatifs. Des pays comme le Burundi et la Zambie mobilisent des clubs de jeunes pour la prévention du VIH/SIDA. Au Burundi on distribue gratuitement des préservatifs et on reconsidère les pratiques traditionnelles et les cérémonies d'initiation afin de sensibiliser les collectivités au VIH/SIDA et aux MST. Les initiateurs traditionnels de Zambie travaillent avec le personnel s'occupant de l'intégration des femmes dans le développement afin d'élaborer des programmes pour les cérémonies d'initiation, en tenant compte des

normes et valeurs culturelles et traditionnelles du pays. Au Burundi, en Namibie et en Algérie, l'accent est mis sur les conseils dans les programmes d'IEC relatif au VIH/SIDA. Des études sont menées au Burkina Faso et en Ouganda pour évaluer les différents aspects du VIH/SIDA, y compris la somme des connaissances acquises sur l'épidémie chez les jeunes et les prostituées. Pour *surveiller et assurer le suivi de la santé des femmes*, des agents sanitaires sont formés et recyclés. Quelques pays tels que le Bénin, le Kenya et l'Ouganda ont entrepris de mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation comportant des indicateurs, des références et défini des méthodes pour la collecte, l'élaboration et l'analyse des données.

Ressources : Les activités dans le domaine de la santé en matière de reproduction sont financées par les gouvernements, les organismes des Nations Unies (PNUD, FNUAP, UNICEF, OMS), des ONG (IPPF par exemple), la Banque mondiale et par les divers malades qui participent aux programmes de partage des coûts. L'Ouganda consacre 1% de son PIB à la santé, le Togo 11,1%, la Tunisie 6,2%, le Burkina Faso 4,95%, le Malawi 25% et le Tchad consacre 1,7 milliard de FCFA à la santé. Le Mali a dépensé pour la santé plus que ce qui avait été prévu durant la période 1996-1998. Au Malawi et au Tchad, 53% des agents sanitaires sont des femmes. L'Angola compte 597 médecins et 821 sages-femmes dont la plupart exercent dans la capitale.

Contraintes : Ce sont les suivantes :

1. La diffusion limitée de l'information sanitaire dans les zones rurales;
2. L'obstacle des pratiques et attitudes culturelles;
3. Les femmes ignorent souvent l'existence des services de santé;
4. La violence à l'égard des femmes, les taux élevés d'analphabétisme et la pauvreté font que les femmes ne peuvent pas toujours bénéficier de services de santé adéquats, ce qui les expose aux MST/VIH/SIDA, aux cancers, à l'ostéoporose et d'autres maladies liées à la malnutrition;
5. Des systèmes de suivi et d'évaluation inefficaces;
6. La pénurie de médicaments essentiels;
7. Le manque de personnels spécialisés dans la lutte contre le VIH/SIDA;
8. Les hommes ne sont pas suffisamment informés sur les contraceptifs par les hommes;
9. Les chercheurs n'acceptent pas toujours de partager les conclusions de leurs recherches;
10. L'insuffisance des moyens et des connaissances pour s'occuper des malades du VIH/SIDA, des personnes âgées et des personnes handicapées.

Recommandations : Les pays devraient :

1. Créer un environnement favorable en vue de permettre aux femmes de jouir pleinement de leurs droits en matière de santé;
2. Etudier la situation des prostituées en ce qui concerne les MST, le VIH, le SIDA;
3. Faire tomber les mythes entourant le VIH/SIDA;
4. Etablir des systèmes de sécurité sociale et instituer l'assurance maladie pour ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir des services de santé de qualité;
5. Intégrer les aspects traditionnels utiles en matière de pratique sanitaire;
6. Remettre en état l'infrastructure sanitaire;
7. Assurer des services d'urgence, en particulier pour les soins obstétricaux.

Questions nouvelles :

1. De nombreux pays encouragent l'allaitement au sein exclusif mais les mères infectées risquent de transmettre la maladie à leurs enfants. Il est important d'informer les mères de ce risque et de fournir et/ou proposer des aliments de substitution pour réduire le risque;
2. Les droits fondamentaux des personnes non infectées, y compris ceux des enfants qui ne sont pas nés, sont d'une importance capitale tout comme ceux des personnes déjà atteintes par le SIDA.

4. VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES

Introduction : Sur les 48 pays ayant soumis un rapport, 32 ont retenu la violence à l'égard des femmes comme domaine de priorité. Elle revêt plusieurs formes, pouvant être physique, sexuelle et psychologique. Dans le cadre familial, elle se caractérise par des coups, l'abus sexuel des petites filles et/ou des épouses, le viol conjugal, la violence liée à la dot, les mutilations génitales féminines, l'exploitation etc. Au sein de la communauté et de la société en général, le viol, le harcèlement sexuel, l'intimidation, la traite et la prostitution forcée sont également des formes courantes de violence. En Ethiopie, par exemple, le mariage par enlèvement des jeunes filles âgées de 10 à 16 ans est une pratique assez répandue.

La violence familiale est un phénomène courant dans des pays tels que le Botswana, l'Erythrée, le Kenya, le Maroc etc. Battre la femme est généralement considéré comme «une punition raisonnable» et les autorités chargées de faire appliquer la loi ferment souvent les yeux et les femmes souvent ne veulent pas porter plainte. En temps de guerre, les femmes subissent des violences qui ont noms assassinat, viol systématique et parfois massif, esclavage sexuel et grossesses non désirées. D'autres types de violence qu'elles subissent sont la stérilisation forcée, l'avortement forcé, l'utilisation forcée de contraceptifs, l'infanticide des enfants de sexe féminin et la sélection prénatale en fonction du sexe.

La plupart des rapports signalent que dans la plupart des pays, les femmes africaines continuent de subir différentes formes de violence du fait que les dispositions des constitutions et des cadres juridiques sont inefficaces. Comme l'a si bien résumé le Maroc, il existe généralement des failles dans les dispositions juridiques contre le harcèlement sexuel et la violence à l'égard des femmes, particulièrement dans les ménages. On note également une absence de données qui permettraient d'apprécier l'étendue du problème. En outre, des structures de soutien en faveur des victimes telles que des centres d'accueil et un personnel qualifié pour fournir les services nécessaires, font défaut. Par ailleurs, certaines lois encouragent explicitement ou implicitement la pratique de la violence à l'égard des femmes. Par exemple, il existe une loi qui autorise l'enlèvement de jeunes filles par les hommes tant qu'ils sont disposés à les épouser plus tard.

Objectifs :

1. Prendre des mesures concertées afin de prévenir et d'éliminer la violence à l'égard des femmes;
2. Etudier les causes et conséquences de la violence à l'égard des femmes et l'efficacité des mesures de prévention ;
3. Eliminer la traite des femmes et aider les femmes victimes de violences liées à la prostitution et à la traite des femmes.

Mise en œuvre et réalisations : Un certain nombre de pays ont promulgué de nouvelles lois ou modifié celles qui existaient en vue de s'attaquer à la question de la violence à l'égard des femmes. L'Erythrée a formulé des lois visant à interdire les sévices corporels délibérés comme le rapt, l'enlèvement et les abus sexuels, entre autres formes de violence. En Ethiopie et aux Seychelles, les codes pénal et civil ont été révisés en vue d'en éliminer les clauses discriminatoires et d'y inclure des mesures de protection des femmes. Le Code pénal a été également révisé pour y inclure des dispositions contre certaines formes de violence, notamment le harcèlement sexuel. La charge de la preuve en cas d'abus sexuels n'est plus exigée et il est possible de condamner les violeurs sans preuve corroborante. La loi relative à la modification de la déposition de 1995 permet aux enfants et aux femmes victimes d'abus de faire leur déposition en privé, accompagnés par des amis et des proches. Le Tribunal familial examine les questions juridiques à caractère

familial. Au Botswana, la Loi sur le viol de 1998 exige des condamnations plus sévères en cas de viol et autorise de jugements à huis clos.

Dans le cadre de la réforme juridique générale, le Swaziland est actuellement en train d'élaborer un projet de loi sur la violence familiale. La Zambie envisage de faire voter une loi sur la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes. En Namibie, la Direction de l'assistance judiciaire protège les femmes et leurs biens tandis que le Centre d'assistance judiciaire appuie les campagnes des mass-médias sur la violence domestique. Des projets de loi contre le viol et la violence familiale sont également en préparation tandis que les unités de protection des femmes et des enfants contre les abus, fournissent des abris aux femmes et aux enfants maltraités. La Côte d'Ivoire a adopté trois types différents de lois sur la violence à l'égard des femmes et la Tunisie a ratifié la Convention contre la torture. Le Cameroun a élaboré un projet de loi sur la violence à l'égard des femmes et a mis en place quelques cliniques d'assistance judiciaires pour s'occuper des victimes de violence etc. Cependant, à Sao-Tomé, hormis la ratification de la Convention, il n'existe aucune disposition dans les structures judiciaires traitant de la violence à l'égard des femmes, des abus sexuels, de la prostitution des mineures etc. De même, au Maroc, la loi est muette sur certaines formes de violence à l'égard des femmes.

Les mesures prises pour contrer la violence à l'égard des femmes sont, entre autres des mesures politiques, l'éducation, la formation et la sensibilisation des agents de l'ordre et du public. La politique nationale de l'Ethiopie sur les femmes envisage de mettre en place un comité national multisectoriel sur le viol, l'enlèvement et la traite des femmes, il est chargé d'étudier les situations et de faire des recommandations pour les mesures d'ordre politique à prendre. En Zambie, dans le cadre du programme de promotion de l'éducation des filles, des efforts sont faits pour promouvoir la socialisation de la petite fille. Le gouvernement algérien a créé des brigades de police communautaires comprenant des femmes. Ces brigades patrouillent dans les quartiers, s'occupent des femmes, inspirent la confiance et assurent leur sécurité.

Il existe, en Ouganda, un programme qui fournit aux agents de la force publique une formation sur la façon d'assister sans discrimination les victimes de violence. Au Rwanda, comme dans de nombreux autres pays, une assistance est fournie aux victimes de la violence. Plusieurs pays ont également participé en 1998 à la campagne contre la violence parrainée par UNIFEM et qui a comporté des séminaires, des ateliers et des programmes à la radio et à la télévision. Un certain nombre de pays, l'Angola par exemple, ont aussi financé la recherche sur les causes et les conséquences de la violence et la collecte de données sur le sujet.

Ressources allouées : Quoique le gouvernement soit le principal bailleur de fonds, les ONG soutenues par des ressources extérieures ont joué également un rôle vital dans le secteur. L'insuffisance de ressources financières a toutefois été citée comme un obstacle majeur.

Contraintes et insuffisances : Le cadre juridique existant dans la plupart des pays ne comporte pas les dispositions appropriées permettant de s'attaquer au problème de la violence à l'égard des femmes. Par conséquent, une réforme juridique ainsi que de nouvelles lois plus efficaces sont nécessaires d'urgence. La sensibilisation du public sur les causes et les conséquences de la violence à l'égard des femmes est encore peu développée et les médias continuent toujours de présenter des images négatives des femmes, ce qui contribue à plus de violence à l'égard des femmes. La pauvreté des femmes les met également dans des situations où elles deviennent facilement victimes de violence, par exemple, elles franchissent les frontières internationales à la recherche d'un emploi comme domestiques. Les attitudes culturelles qui associent la violence aux relations normales entre hommes et femmes, sont difficiles à éradiquer. Très peu d'hommes se sont ralliés à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, tandis que les femmes continuent d'être intimidées par les impératifs traditionnels et culturels. D'autre part, il existe très peu de statistiques sur l'ampleur de cette situation pour une bonne planification à cet égard.

Recommandations :

1. Les causes de la violence à l'égard des femmes et son ampleur doivent être bien établies, reposer sur des faits tangibles en vue de faciliter la prise de mesures appropriées pour éradiquer le problème ;
2. Les médias devraient s'engager à éliminer certaines des images négatives des femmes qui encouragent les attitudes et le comportement violents;
3. Des cours de justice spéciales pour la famille et les enfants doivent être créées en tant que politique visant à traiter les affaires criminelles relatives à la violence familiale;
4. Des structures appropriées en faveur des victimes de violence ainsi qu'un personnel qualifié doivent également être mis en place par l'Etat pour une assistance aux victimes de violence;
5. Chaque pays doit s'assurer que son cadre juridique national comporte des dispositions portant sur toutes les formes de violence à l'égard des femmes et prévoit des mesures dissuasives en vue de l'éradication totale de la violence.

5. LES FEMMES ET LES CONFLITS ARMES

Introduction : Vingt pays sur les 48 qui ont présenté un rapport ont choisi ce domaine comme prioritaire. Ces pays sont pour la plupart ceux qui ont énormément souffert de guerres ou ceux qui doivent faire face à un grand nombre de réfugiés. Sur les 20 millions environ de réfugiés que compte le monde, 35 % se trouvent en Afrique et 80 % sont des femmes et des enfants. Les longues années de conflits continus ont non seulement entraîné une destruction presque totale de l'infrastructure socio-économique, mais aussi engendré des conflits au sein des ménages et des communautés du fait que la pauvreté s'est installée et que la survie est devenue la principale préoccupation des familles et des individus. En effet, les préjugés ethniques et religieux, l'absence de sécurité et la paupérisation plus grande, plus particulièrement chez les femmes sont devenus le lot des pays africains ravagés par les guerres. Néanmoins, le rôle positif que les femmes ont joué pour réduire les effets de ces catastrophes et promouvoir le règlement pacifique des conflits, a été d'une importance capitale.

Objectifs :

1. Promouvoir la contribution des femmes à la promotion d'une culture de paix en faisant participer les femmes davantage au règlement des conflits au niveau de la prise de décisions et protéger les femmes vivant dans des situations de conflit armé et autres ;
2. Réduire les dépenses militaires excessives et contrôler la circulation des armements ;
3. Promouvoir des formes non violentes de règlement des conflits et réduire les violations des droits fondamentaux dans les situations de conflit ;
4. Fournir protection, assistance et formation aux réfugiés, aux femmes déplacées à l'intérieur des pays ayant besoin d'une protection internationale.

Mise en œuvre et réalisations : Les femmes ont participé à des décisions importantes telles que la révision de la constitution en Ouganda en 1995, les pourparlers sur la paix à Arusha pour les femmes burundaises, à la médiation pour la résolution de conflits aux niveaux national et international au Congo, à l'Accord de paix de Lomé pour la Sierra Leone etc. Le Comité des femmes africaines pour la paix et le développement, à travers ses représentantes, a conduit des missions de paix en Ethiopie, en Erythrée, en Sierra Leone etc. pour trouver des solutions pacifiques aux conflits prévalant dans ces pays. Dans le même contexte, la Fédération des femmes africaines pour la paix a également effectué des missions similaires de paix dans plusieurs pays, tandis que la mission de paix des Premières dames africaines a envoyé des secours aux victimes de la guerre au Liberia et au Burundi.

Les activités visant à promouvoir une culture de paix dans le cadre de la réhabilitation et de la reconstruction ont été intensifiées, au Burundi, au Liberia, au Rwanda, en Sierra Leone et au Soudan. Le Rwanda a promulgué une loi visant à établir une Commission des droits de l'homme pour l'unité et la réconciliation nationale ainsi qu'une Commission juridique et constitutionnelle pour encourager et faciliter le dialogue et les débats sur les questions de paix et le règlement pacifique des conflits. Au Rwanda, outre le rapatriement des réfugiés et leur réinstallation, le gouvernement a également créé des villages de paix ainsi qu'une commission chargée de suivre le processus de réhabilitation et de réconciliation. Le Rwanda a aussi voté une loi sur le génocide qui catégorise les auteurs de viol comme des criminels méritant les peines les plus sévères. Le Soudan indique qu'il a réussi à intégrer les femmes et les filles victimes de violence dans des activités productives et à sensibiliser ces dernières, à tous les âges.

La Tunisie a introduit l'enseignement d'une culture de paix dans les écoles. Elle a également, à l'instar du Nigéria, réduit son budget militaire au cours de la période considérée. Le Bénin a offert l'asile à des réfugiés venant du Nigeria, du Togo, de la République centrafricaine, du Congo, du Burundi et du Rwanda. En fait, presque chaque pays a eu d'une manière ou d'une autre à accueillir des réfugiés venant d'autres pays africains. Le Mali envisage de créer un Forum panafricain pour la démobilisation des enfants soldats.

Contraintes et insuffisances : L'absence de ressources financières constitue l'obstacle majeur aux efforts de réhabilitation et de reconstruction. Ceci se répercute non seulement sur les victimes de guerre, dont le bien-être et la survie incombent aux femmes mais aussi sur les personnes déplacées à l'intérieur qui se retrouvent dans un «no man's land». Les opérations de déminage terrestres auront un impact positif pour la restauration d'un climat de sécurité. On note malheureusement que les leaders politiques ne font pas preuve d'une volonté politique suffisante pour encourager la paix.

Recommandations :

1. Affecter un budget permettant de lancer les programmes d'éducation sur une culture de paix dans les écoles et les communautés;
2. Etablir un partenariat actif entre les gouvernements et toutes les parties prenantes en vue de promouvoir et de favoriser la paix;
3. Renforcer les capacités des femmes pour les négociations sur la paix et la constitution de réseaux pour la paix.
4. Les pays africains pourraient souhaiter former des groupes de pression pour la solidarité entre les femmes, qui mèneraient des campagnes de sensibilisation sur les conflits et dénonceraient ceux qui vendent des armes pour attiser les conflits.

6. LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE

Introduction : Sur les 48 pays ayant soumis un rapport, 29 ont considéré comme prioritaire dans leurs plans nationaux d'action, le renforcement du pouvoir économique des femmes. En 1995, la plupart des économies de la région ont connu une basse conjoncture. Un grand nombre de populations vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Depuis la Conférence de Beijing, les gouvernements ont réaffirmé qu'ils ont la responsabilité morale de faciliter l'accès des femmes au pouvoir économique et de leur permettre de subvenir durablement à leurs besoins.

Dans la plupart de ces pays, l'agriculture est l'activité économique dominante. Les populations vivent en majorité dans les zones rurales où les infrastructures et les services sociaux sont inadéquats et où le revenu par habitant est plus faible que dans les zones urbaines. La plupart des femmes, elles vivent de l'économie informelle. Très peu d'entre elles possèdent des terres ou d'autres biens leur permettant de mener une vie décente. Du fait qu'elles sont en majorité analphabètes et ne peuvent accéder à l'épargne et aux facilités de crédits pour s'engager dans des activités génératrices de revenus, les femmes n'ont que peu de chances de sortir de la pauvreté.

Les résultats obtenus par les femmes dans les domaines du commerce et de l'industrie sont faibles et s'expliquent par l'absence de capital, le faible niveau d'éducation, les attitudes socioculturelles et les barrières juridiques. La participation des femmes à la prise de décisions économiques et à la formulation des politiques financière, monétaire et commerciale, est faible. De plus en plus de femmes ont un emploi rémunéré mais leur capacité de négociation pour obtenir un salaire égal à travail égal, demeure limitée.

La mondialisation, un environnement économique incertain ainsi que les processus de réformes et de restructuration ont creusé les inégalités entre les sexes, à l'avantage des hommes. Dans les secteurs de l'emploi public et privé, les femmes sont marginalisées et sont victimes de harcèlement sexuel. Le lieu de travail ne favorise pas la vie de famille, n'offrant pas de services de garderie pour les enfants et les horaires étant rigides, les femmes ont du mal à concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles afin de s'épanouir totalement. Les constitutions, les lois et les règlements ne sont pas nécessairement discriminatoires à l'égard des femmes dans le milieu professionnel mais dans la pratique, la réalité est très différente.

Outre qu'elles n'ont pas d'accès aux ressources économiques et ne les contrôlent pas, les femmes sont également écrasées par le poids des responsabilités familiales et se heurtent à des attitudes négatives qui entravent leur participation aux activités économiques qui les concernent. Elles sont sous-utilisées en tant que force productive au détriment des économies mêmes qui les marginalisent. Le travail des femmes et leur contribution économique et sociale au développement national sont sous-estimés et ne sont pas correctement reflétés dans les comptes nationaux.

Objectifs : Pour s'attaquer aux problèmes susmentionnés, les pays ont défini des objectifs en vue de:

1. Promouvoir les droits et l'indépendance économiques des femmes, notamment l'accès à l'emploi et des conditions de travail appropriées.
2. Éliminer la ségrégation en ce qui concerne l'emploi et toutes les formes de discrimination dans l'emploi.
3. Faciliter l'égalité d'accès aux ressources et le contrôle sur ces dernières.
4. Fournir aux femmes, notamment à celles à faible revenu, des services professionnels et des moyens de formation, et leur ouvrir l'accès aux marchés, à l'information et à la technologie.
5. Renforcer la capacité économique et les réseaux commerciaux des femmes.
6. Permettre aux hommes et aux femmes de concilier responsabilités familiales et responsabilités professionnelles.

Mise en œuvre et réalisations : Les pays sont entrain, non seulement, de promulguer et d'appliquer des lois, mais aussi de réviser et d'adapter leurs *politiques* nationales en vue de promouvoir l'égalité entre les sexes et renforcer le pouvoir économique des femmes. Au Malawi et en Ouganda, la constitution a classé les femmes parmi les groupes les plus désavantagés et marginalisés en vue d'attirer l'attention sur leur situation. Dans le cadre de la libéralisation du commerce intérieur et extérieur, les femmes doivent avoir des chances égales de participer dans tous les secteurs de l'économie, et des pays tels que l'Erythrée ont reconnu combien il est difficile de rivaliser avec les économies libéralisées, plus particulièrement pour des femmes n'ayant ni capital ni des qualifications adéquates. L'Erythrée et le Malawi ont simplifié les procédures d'autorisation et ont réduit les tarifs d'importation et l'impôt sur le revenu en vue d'améliorer les possibilités pour les individus de gagner un revenu.

Grâce à l'accès à l'épargne, aux facilités de crédit et à la formation théorique et professionnelle, les femmes s'affirment de plus en plus dans le commerce et les activités génératrices de revenus. Les gouvernements ont élaboré des politiques pour la micro-entreprise en vue d'appuyer les femmes. Au Kenya, la politique a été révisée et un cadre stratégique élaboré en faveur du développement des petites et moyennes entreprises, créant ainsi un environnement favorable pour les femmes dans le développement industriel. En 1998, l'Algérie a adopté une politique qui permet à celles qui travaillent à domicile de souscrire au programme de sécurité sociale et de retraite. En effet, le travail à domicile est nettement plus avantageux que le travail à l'extérieur du foyer. Bien que 48% des femmes travaillent au foyer, ceci n'est pas pris en compte dans les comptes nationaux tant qu'il n'y a pas d'incidences financières, s'agissant des frais médicaux par exemple.

Les plans de développement national actuels dans l'ensemble tiennent compte des préoccupations des femmes et visent à mettre en place des infrastructures et des services en vue d'un accès égal aux ressources et à leur contrôle ainsi qu'à l'emploi, aux marchés, au commerce, aux services commerciaux et à l'information. Le Sénégal a élaboré le 11^{ème} Plan d'orientation pour le développement économique et social : 1996-2001, avec parmi ses objectifs l'allègement des tâches domestiques des femmes - chercher de l'eau et du combustible - afin de leur permettre de s'engager dans des activités génératrices de revenus. Les mécanismes nationaux encouragent la promotion économique des femmes et coordonnent les activités des ONG et des autres *institutions collaboratrices*. En Ouganda, le mécanisme national pour les femmes a engagé un processus de consultation dans le but de mettre en place une commission sur l'égalité des chances, qui se chargerait d'examiner les questions relatives à la promotion économique des femmes. L'Association des femmes entrepreneurs d'Ouganda regroupe en son sein les femmes engagées dans les affaires. Dans le cadre du Programme d'entreprise pour les jeunes, la Compagnie de développement industriel des Seychelles s'est engagée à promouvoir l'auto-emploi tant pour les femmes que pour les hommes. Des institutions internationales telles que le PNUD, jouent un rôle important en appuyant des programmes comme le Sustainable Livelihood Programme au Swaziland et au Malawi (Programme pour des modes de vie durables).

Les programmes de sensibilisation ont débouché sur la révision des lois telles que le droit du travail, les lois agraires et les lois sur la succession et l'héritage en vue de promouvoir un traitement équitable des femmes et des hommes. Les organisations sont encouragées à promouvoir les activités commerciales des femmes, par exemple, les institutions financières sont encouragées à appuyer les femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à l'épargne et au crédit (Burkina Faso, Cap Vert, Malawi, Togo, Tunisie, Zambie). Les programmes de lutte contre la pauvreté au Kenya, au Swaziland, en Zambie, en Tanzanie, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, au Liberia, à Madagascar et en Ouganda comprennent des *projets* spécifiques visant à faciliter l'accès aux ressources productives, à l'éducation, à la formation et à la participation à la prise de décision. Les projets et programmes de micro-entreprise ont pour objectifs de créer un environnement permettant aux femmes de s'engager dans des activités génératrices de revenus. En Ethiopie par exemple, la Proclamation de 1997 relative au développement des petites et moyennes entreprises a exempté les populations à revenus modestes (inférieur à 5000 birr) du paiement de l'impôt sur le revenu et simplifié les procédures d'enregistrement et d'obtention de licences. Il en est de même en Erythrée. Conjointement avec les ONG, les

organisations des communautés de base et les groupes de femmes, le Gouvernement du Botswana a fourni des prêts aux femmes et les a engagées pour cultiver le veld et en traiter les produits.

En ce qui concerne l'*emploi*, les pays ont pris des mesures spécifiques pour protéger les femmes contre la discrimination en révisant les termes et les conditions de travail, tels que la rémunération, les prestations et privilèges. Mais la part des femmes dans la main-d'œuvre salariée demeure toujours faible. En Erythrée, une étude récente a révélé qu'en 1998, le nombre des femmes employées était de 31 % dans la manufacture, 26 % dans le commerce et 41 % dans le secteur des services. Une baisse de 8 % dans le secteur manufacturier a été enregistrée en 1999. Les Seychelles et l'Algérie ont institué des heures de travail souples et même le travail à domicile. Aux Seychelles encore, non seulement les congés de maternité payés ont été prolongés jusqu'à six mois mais aussi 9 garderies d'enfants ont été créées dans 8 districts et fonctionnent de 7:00 h. à 17.30 h. en vue de permettre aux femmes de travailler à temps complet. Quoique les garderies d'enfants soient chères, leur importance a été reconnue par un certain nombre de pays tels que le Kenya, Madagascar et le Mali. En Algérie, le programme de contrat avant l'emploi en faveur des diplômés chômeurs, vise à accroître leurs chances de trouver un emploi. Environ 40 % des postes offerts dans ce cadre sont allés à des femmes.

Dans la plupart des pays, le droit d'hériter *la terre* est discriminatoire. Certains pays ont par conséquent tenté de modifier les lois, notamment les lois coutumières. Avant de procéder à la révision des lois, la Gambie et le Malawi ont d'abord entrepris des études sur les conséquences des modes d'attribution des terres sur les femmes et présenté des recommandations. Des pays tels que le Burundi, le Congo, le Rwanda et le Sénégal appuient les coopératives de femmes lors de l'attribution de la terre et des logements et les encouragent à participer aux décisions sur ces questions. Les femmes maliennes ont accès à la terre pour des activités agricoles ou pour la construction de logements en groupes ou individuellement. Le Mali a également entrepris des études sur le financement de la petite agriculture pour fournir une assistance aux femmes engagées dans l'agriculture. Certains pays encouragent la production agricole pour la consommation du ménage et la génération de revenus et permettent, au moyen de services de vulgarisation spécialisés, d'avoir accès aux intrants, aux semences, aux engrais, à la formation et à l'information en matière d'agriculture. Les services de vulgarisation sont aussi un moyen de soutenir les femmes dans le rôle fondamental qu'elles jouent dans la transformation et la conservation des produits agricoles.

Pour faciliter l'accès des femmes au crédit, des mesures ont été mises en place dans pratiquement tous les pays. Les fonds, les sociétés d'épargne et de crédit ainsi que des institutions de micro-financement fournissent des prêts, des dons et dispensent une formation dans les domaines du commerce et de la gestion. Des institutions financières ont financé des projets dans de nombreux pays, dont le Soudan. En Zambie, le Fonds de financement pour les femmes, le Programme de micro-crédit et la Fédération des femmes dans le commerce facilitent aux femmes entrepreneurs l'accès aux crédits. En 1998, les 19 institutions de micro-financement en Ouganda, ont enregistré 31 000 membres dont 73,2 % de femmes. Le nombre des femmes bénéficiaires de crédits a considérablement augmenté en Algérie, à Madagascar, au Malawi et au Mali passant de 13 % en 1995 à 35 % en 1997 en Algérie.

Le Ghana exécute des programmes pilotes destinés à permettre aux femmes d'accéder à des prêts renouvelables à des conditions souples pour par exemple le traitement de l'huile. Dans le cadre du programme d'entreprise pour les jeunes, la Société de développement industriel des Seychelles a décaissé 2,3 millions \$ en faveur des femmes commerçantes, soit 41 % de l'ensemble des prêts approuvés. Le Nigeria a accordé en 1997 des prêts d'environ 55 millions de Naira aux ONG et aux OCB et 5,1 milliards de Naira à des coopératives et particuliers. *Pour accéder aux marchés et au commerce*, les femmes au Mali s'engagent dans des entreprises économiques telles que la vannerie, la culture maraîchère, l'élevage de volaille, la conservation et la transformation alimentaires et le tannage du cuir, utilisant la technologie appropriée. Le Zimbabwe a institutionnalisé les marchés aux puces pour protéger les petites commerçantes. Les pays qui favorisent l'accès aux ressources, aux marchés et au commerce sont, entre autres, les Comores et le Soudan.

En vue de renforcer leurs capacités, les femmes au Malawi et au Mali, sont formées à la comptabilité, à la gestion d'entreprises et aux techniques de commercialisation. L'Algérie a mis au point un programme de renforcement des capacités afin de faire en sorte que les femmes rurales (49 % de la totalité des femmes) puissent accéder au crédit et accroître la production agricole. Le programme fournit une assistance financière à travers principalement des coopératives rurales de production de céréales et de bétail tandis que le projet pilote agro-pastoral s'adresse aux filles. Le Programme d'initiative locale fournit aux jeunes une formation professionnelle pour leur permettre d'accroître leurs chances de trouver un emploi. Grâce à ce programme, les femmes ont occupé 25 % des emplois créés en 1997. En Ouganda et dans plusieurs autres pays, une formation au commerce et à la gestion est assurée par les institutions de micro-financement, les chambres de commerce et d'industrie et les associations d'industriels et de commerçants. L'Association des industriels de l'Ouganda (UMA) fournit un appui au Programme de développement de la capacité d'entreprise, qui a pour objet de renforcer les capacités des commerçants et des commerçantes. Les femmes soudanaises reçoivent une formation dans divers secteurs. Afin de *développer les services d'information*, les femmes en Ouganda sont encouragées par l'UMA à utiliser les services commerciaux fournis par les organisations commerciales. Le Bureau central de statistique de la Zambie rassemble des données sur la discrimination fondée sur le sexe et les analyse pour aider à faciliter le développement des entreprises commerciales de femmes. Les centres sur les entreprises de femmes collectent et diffusent l'information pertinente sur le commerce et organisent des programmes de formation portant en particulier, sur la technologie de l'information.

La capacité économique et la constitution de réseaux commerciaux sont renforcées dans des pays tels que le Kenya et le Botswana. L'Unité agro-commerciale en Ouganda aide les agriculteurs et les agricultrices à entreprendre une analyse coûts-bénéfices de leurs entreprises. Elle encourage également les commerçantes à tenir des comptes sur leurs activités, opérations et états financiers. Des réseaux nationaux et régionaux sont mis en place par l'intermédiaire des groupes, coopératives et associations. Pour développer les réseaux commerciaux, les femmes sont soutenues et encouragées par les gouvernements, les ONG et le secteur privé à prendre part aux foires et expositions commerciales en vue d'exposer leurs produits et services et nouer des contacts utiles en ce qui concerne la commercialisation et le développement de leur entreprise.

Ressources : les ressources proviennent des budgets nationaux des gouvernements et sont complétées par des fonds fournis par les ONG, les groupes de femmes et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Contraintes :

1. Une grande dépendance vis-à-vis des ressources extérieures entraîne l'effondrement des activités une fois que ces ressources s'épuisent et que les dettes doivent être remboursées.
2. Le faible niveau d'éducation des femmes et de leurs compétences en matière d'entreprise limitent leur participation aux activités économiques productives.
3. Les femmes ne bénéficient pas d'assistance pour la recherche technique et les études de marché devant leur permettre de développer leurs affaires.
4. Les taux élevés d'intérêt entravent le développement des affaires. Les facilités de crédit ne sont pas facilement accessibles aux femmes entrepreneurs, avec ou sans garantie.
5. Des arrangements en matière de commercialisation et des installations de conservation et de traitement inadéquats, font que les agricultrices perdent leurs produits périssables ou en tirent très peu de revenus au moment de la récolte.
6. Les services de vulgarisation ne fournissent pas dans les délais requis les vaccins, les pesticides et autres produits appropriés qui permettraient de lutter contre les maladies ni les engrais ni les semences.
7. L'accès aux ressources productives telles que la terre irriguée et le contrôle de celles-ci sont soumis à des restrictions.

8. Les guerres et les conflits entraînent la destruction des infrastructures, des dépenses militaires excessives et le déplacement des populations.
9. La division du travail est inégale et leurs responsabilités domestiques font que les femmes n'ont pas d'opportunités.
10. Les garderies d'enfants sont coûteuses à créer et à entretenir.

Recommandations :

1. Prohiber le travail des femmes la nuit, pendant les jours fériés ou dans des situations présentant des risques pour leur santé ;
2. Légaliser les congés de maternité et allouer du temps pour l'allaitement et les soins des bébés;
3. Reconnaître la nécessité pour les conjointes de prendre des congés pour accompagner leurs époux, élever les enfants ou s'occuper des enfants invalides tout en conservant leur emploi.
4. Tenir les femmes informées des progrès en ce qui concerne la technologie de l'information.
5. Former les femmes à la gestion et faciliter les programmes d'échange dans le pays même et avec d'autres pays.
6. Améliorer l'accès aux ressources financières, à une terre productive et à d'autres facteurs de production, notamment la fourniture régulière d'eau.
7. Continuer à réviser les lois pertinentes sur l'accès aux ressources et le contrôle de celles-ci.
8. Ouvrir aux femmes des opportunités d'emploi en assurant leur éducation et leur formation et, s'il y a lieu, en instituant des systèmes de quotas.
9. Créer des villages tournés vers l'exportation.
10. Entreprendre des études dans les domaines où les femmes ont souffert économiquement du fait de la réduction naturelle des emplois en vue d'aider celles qui ont perdu leur emploi.
11. Réinstaller rapidement les victimes des catastrophes et des guerres tout en leur assurant des services adéquats.
12. Faciliter une génération équitable de revenus non seulement par sexe mais aussi par district et région.
13. Créer davantage de centres commerciaux pour la diffusion de l'information et la constitution de réseaux.

7. LES FEMMES DANS LES STRUCTURES DE POUVOIR ET DE PRISE DE DECISIONS

Introduction : Sur les 48 pays ayant soumis un rapport, 34 ont retenu les femmes dans les structures de pouvoir et de prise de décision comme domaine prioritaire dans leur plan d'action national. Bien que l'égalité de tous les citoyens soit proclamée dans la plupart des constitutions nationales, les femmes continuent de briller par leur absence aux postes de prise de décisions dans la plupart des secteurs. Ce qui est stipulé dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dans la Plateforme d'action de Dakar et dans le Programme d'action de Beijing, qui ont été entérinés par presque tous les pays africains est loin de correspondre à la situation actuelle en ce qui concerne la représentation effective des femmes au Parlement, aux postes de haut niveau de la fonction publique, dans l'administration locale et nationale, dans la diplomatie, les forces armées etc.

Objectifs :

1. Donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décisions et d'exercer des responsabilités.
2. Assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures de pouvoir et de prise de décision.
3. Produire et diffuser des données désagrégées par sexe aux fins de planification et d'évaluation.

Mise en œuvre et réalisations : Pour corriger cette situation, les pays ont adopté diverses stratégies. C'est ainsi que l'Angola, le Cap-Vert, l'Ethiopie, l'Ouganda, le Soudan, la Tanzanie et le Zimbabwe ont opté pour la promulgation d'une politique permettant aux femmes d'accéder en grand nombre à des postes de décision. L'Erythrée a réservé aux femmes 30% des sièges des assemblées régionale et nationale ; la Tanzanie garantit 15% des sièges aux femmes et envisage dans la nouvelle constitution – l'ancienne est en cours de révision – de porter cette proportion à 30% ; l'Ouganda a également réservé 16% des sièges parlementaires aux femmes. En Afrique du Sud, les femmes occupent déjà 30% des sièges au Parlement et on compte 8 femmes parmi les 127 ministres du Gouvernement. La représentation des femmes dans les administrations locales serait de 14%.

Le Swaziland et la Zambie mènent campagne pour que 30% des sièges au Parlement soient occupés par des femmes d'ici à l'an 2005, tel que recommandé par la Déclaration de la SADC. D'autre part, l'Ethiopie a pris des mesures pour qu'au moins 2 femmes siègent dans tous les comités traitant de questions de personnel. La politique nationale du pays sur les femmes vise à renforcer les organisations de base pour qu'elles participent plus effectivement à la politique, et on s'attend à ce que le nombre de femmes dans les instances fédérales et locales passe de 2,3% à 15% et à 20% respectivement. Le Burkina Faso envisage de mener une campagne de mobilisation pour l'institution de quotas afin que les femmes figurent sur la liste électorale. Les mécanismes nationaux pour les femmes, appuyés par des ONG, militent énergiquement pour que les femmes, leurs besoins et préoccupations soient pris en compte systématiquement dans l'ensemble des politiques et programmes du gouvernement et que des femmes soient nommées aux postes de prise de décisions dans tous les secteurs. Les ONG ont en particulier entrepris une campagne vigoureuse ciblant les partis politiques et les syndicats de travailleurs.

Pour que les femmes soient plus en mesure de participer au processus politique (campagnes politiques, négociations, lobbying etc.), plusieurs pays ont lancé des campagnes de sensibilisation en organisant des ateliers, en donnant des cours de formation et en diffusant l'information. Les mécanismes nationaux pour les femmes ont encouragé les femmes à s'organiser en groupes et en associations afin de renforcer leur pouvoir de lobbying et de négociation. Les médias ont également servi à faire passer des messages pour donner confiance aux femmes et les encourager à se présenter à des postes politiques comme cela a été le cas en Namibie, avec la collaboration de l'UNESCO.

Dans de nombreux pays, il est clair que les femmes sont plus conscientes et participent en plus grand nombre au processus politique et à la prise de décisions. Au Burkina Faso, lors des campagnes en faveur de l'élimination des discriminations dans le Code de la famille, on a insisté pour qu'y figurent des dispositions permettant une participation égale à la prise de décisions aux niveaux familial, communautaire et national. Au Kenya, au Mali et au Zimbabwe, les ONG œuvrant pour les femmes participent activement aux débats sur la révision de la constitution. Au Nigéria, les femmes ont pris part au processus de transition démocratique de 1999. La plupart d'entre elles ont milité dans le cadre du nouveau Forum for Nigeria Women in Politics (Forum des Nigérianes en politique) en vue de renforcer leur participation au processus politique. En Algérie, 8 femmes sont entrées au Conseil de la Nation tandis que 13 siègent à l'Assemblée nationale populaire. Environ 143 femmes siègent à l'Assemblée locale populaire et 2 femmes sont responsables de partis politiques. Cette participation massive des femmes s'explique par le fait que la pratique consistant pour les hommes à voter pour leurs épouses, a été abolie et qu'il existe une volonté politique manifestée par la nomination de femmes au Conseil de la Nation et au Conseil de l'Etat.

Le Rwanda a créé au sein des unités administratives urbaines des structures féminines où les femmes peuvent être élues pour décider sur des questions ayant trait à la santé, à l'administration locale etc. Au Botswana, les départements ministériels et les ONG ont collaboré pour renforcer les capacités des femmes leaders potentielles dans le but d'augmenter le nombre des femmes aux postes de décision. Au Mali, 6 femmes ont été nommées Ministres et 18 femmes ont été élues au Parlement tandis que le Burkina Faso signale une augmentation de 5% du nombre de parlementaires femmes au cours de la période considérée. Aux Seychelles, 23% des postes ministériels et 24% des sièges au Parlement sont allés à des femmes. Au Malawi, 17 des 193 parlementaires, deux des 28 ministres et deux des huit vice-ministres sont des femmes. Le Malawi a aussi nommé des femmes comme ambassadeurs, juges et 50% des présidents des conseils statutaires et des comités de projets communautaires sont des femmes. Le projet du Zimbabwe relatif aux femmes dans la politique et la prise de décisions, a pour objectif de faire en sorte, grâce à diverses activités, que 50% des postes de prise de décision soient occupés par des femmes, d'ici l'an 2000. Au Bénin une femme est présidente de la Cour constitutionnelle et des femmes président deux des six commissions parlementaires. Les Comores, le Sénégal et beaucoup d'autres ont déployé des efforts considérables pour accroître la représentation des femmes à l'Assemblée nationale et dans les conseils régionaux.

Ressources : Les ressources financières fournies par les gouvernements sont insuffisantes pour l'exécution des programmes envisagés.

Contraintes et insuffisances : On note un manque total de données désagrégées par sexe renseignant sur la représentation des femmes aux postes de responsabilités et de prise de décisions et sur leurs compétences. Du fait de la mauvaise gestion des systèmes d'information, les femmes ne connaissent pas leurs droits politiques. Les autres contraintes sont notamment le faible niveau d'éducation des femmes, l'insuffisance des ressources financières et humaines pour la mise en œuvre des actions programmées, la faiblesse des organisations féminines dans les communautés de base et au niveau national, les troubles politiques, et les conflits armés ainsi que les attitudes et pratiques socioculturelles qui continuent d'empêcher les femmes de participer à la vie publique. Beaucoup d'hommes - de femmes aussi - ne font pas confiance aux femmes occupant des postes de responsabilités et les femmes sous-estiment les défis liés à la prise de décision.

Recommandations :

1. Des systèmes de suivi et d'évaluation efficaces, avec des objectifs et indicateurs bien définis, doivent être élaborés en vue de la mise en œuvre des programmes. Certains pays commencent à établir, de façon limitée, des mécanismes bien définis de suivi et d'évaluation. En Afrique du Sud par exemple, un recensement des activités menées pour réaliser l'égalité et l'équité entre les sexes est actuellement en cours, il a pour objet d'élaborer une information de base permettant de suivre les progrès réalisés au fil du temps.
2. Les pays doivent mener des études périodiques en vue de rassembler et d'analyser des données qualitatives et quantitatives sur les femmes à des postes de responsabilité et de décisions dans la société. Les données doivent par la suite être diffusées pour servir à l'élaboration de politiques et pour d'autres besoins en matière de planification.
3. Il est également nécessaire de procéder à un inventaire des compétences des femmes et de les porter à la connaissance des parties intéressées.
4. Les quelques femmes qui occupent des postes de décision doivent être présentées comme des modèles par les médias et d'autres organes de communication afin d'encourager et d'inspirer d'autres femmes.
5. Le concept de Parlement d'enfants doit être également encouragé en vue de permettre aux jeunes de s'initier très tôt à la vie politique et de bien la connaître.
6. Les femmes doivent bénéficier d'une formation leur permettant de prendre des décisions, de s'exprimer en public, de mener des campagnes politiques et d'avoir confiance en elles mêmes.
7. Il est nécessaire de cibler les femmes des petites communautés rurales isolées afin non seulement d'améliorer leur sécurité économique mais aussi de les encourager à participer à la prise de décisions.
8. Les gouvernements devraient, conformément à la recommandation du Conseil économique et social, garantir la représentation des femmes dans les secteurs public, politique et privé. Pour ce faire, les pays devraient recourir au système des quotas en attendant que l'objectif d'une société équitable soit atteint.

Questions nouvelles : La question du partage des rôles dans le ménage doit être abordée avec autant de sérieux que celle du partage du pouvoir dans l'arène publique. Les rôles multiples que jouent les femmes au foyer les empêchent souvent de participer à la vie politique et dans d'autres secteurs de la vie. Il importe d'examiner cette question si l'on veut réaliser l'égalité et assurer le développement et la paix tant au sein du foyer qu'à l'extérieur de celui-ci. La décentralisation en tant que stratégie peut également permettre de faire accéder plus rapidement les femmes aux postes de responsabilité et de prise de décisions.

E. MECANISMES INSTITUTIONNELS CHARGES DE FAVORISER LA PROMOTION DE LA FEMME

Introduction : Sur les 48 pays qui ont présenté un rapport, 28 ont fait de ce domaine critique une priorité dans leur plan d'action national. La Plate-forme de Dakar et le Programme d'action de Beijing insistent sur l'importance de créer et/ou de renforcer les mécanismes institutionnels appropriés, chargés de promouvoir les activités liées à la promotion de la femme. Au niveau national, plusieurs pays ont créé de tels mécanismes, qui se caractérisent par la diversité de leur structure, de leur mandat, de leur champ d'action et de leurs ressources. La création de mécanismes institutionnels expressément chargés des femmes a été recommandée dans le cadre de ce domaine critique, leur mission étant de favoriser la formulation et la mise en œuvre de politiques axées sur l'intégration de la problématique hommes-femmes et sur la promotion de la femme. Ces mécanismes devraient également avoir pour mission de coordonner, de surveiller, d'évaluer et de mobiliser l'appui nécessaire à l'exécution des programmes concernés dans l'administration publique. En 1995, l'institutionnalisation de politiques globales et même sectorielles relatives aux femmes commençait à peine à prendre forme dans quelques pays, alors que de nombreux instruments de politique internationale étaient déjà en place. Il convient donc d'accélérer cette institutionnalisation.

Objectifs

1. Créer ou renforcer les mécanismes nationaux et autres organismes gouvernementaux;
2. Intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans l'élaboration des dispositions législatives, des politiques et des programmes et projets d'intérêt général;
3. Produire et diffuser des données et des informations ventilées par sexe aux fins de planification et d'évaluation.

Mise en œuvre et réalisations : Sur les pays qui ont présenté un rapport, 22 ont déjà créé des ministères à part entière chargés des questions de la femme en plus, dans certains cas, d'autres portefeuilles. Au cours de la période considérée, certains ministères ou secrétariats d'Etat ont été érigés en ministères à part entière. En Afrique du Sud, le bureau de la condition de la femme, qui est la plus haute instance chargée des questions relatives à la femme, a été placé à la présidence. Il dispose de bureaux dans les provinces et fonctionne à travers les responsables des questions d'égalité entre les sexes dans les différents ministères et dans les administrations provinciales. Le comité chargé de la qualité de la vie et de la condition de la femme est un comité parlementaire à part entière qui surveille l'exécution, par le gouvernement, des programmes relatifs aux femmes. La commission de l'égalité entre les sexes est structurée en organe statutaire. Ce statut lui permet de surveiller la mise en œuvre des programmes relatifs aux femmes.

D'autres mécanismes nationaux opèrent encore en tant que départements, services, bureaux ou services d'information sous la tutelle d'autres ministères. Cependant, leur mandat est le même et englobe la formulation et la coordination des politiques relatives aux femmes ainsi que le suivi et l'évaluation du processus de leur mise en œuvre. Ils sont également chargés d'un important travail de plaidoyer touchant à l'intégration des préoccupations des femmes dans l'ensemble des politiques, plans et programmes gouvernementaux. Lorsque les mécanismes nationaux sont des ministères à part entière, il y a également un effort de décentralisation des structures dans les provinces et les localités, comme en Ethiopie et au Malawi.

Dans certains pays, les mécanismes nationaux ont créé des comités nationaux de suivi des activités liées à la Plate-forme Dakar et au Programme d'action de Beijing. D'autres structures sectorielles ont été mises en place dans plusieurs pays pour s'occuper de questions précises. Le Burkina Faso, par exemple, a restructuré le comité national sur la discrimination à l'égard des femmes. Le Burundi a créé la Commission de la femme et de l'enfant dans le cadre de la Ligue internationale des droits de l'homme afin d'informer les femmes de leurs droits et de

leur donner les moyens de les défendre et de les promouvoir. Quant au Nigéria, il a mis en place le programme d'appui à la famille. Le concept de responsables des questions concernant les femmes dans les ministères chargés de faciliter le processus d'intégration des questions relatives à la femme s'est, pour ainsi dire, uniformisé.

Les autres mécanismes englobent les ONG, les organisations communautaires et les groupes et associations de femmes, qui sont devenues des acteurs importants de la mise en œuvre des programmes d'action nationaux. A côté des entités nationales chargées de coordonner ces institutions, les mécanismes nationaux du gouvernement jouent également un rôle de coordination de leurs activités. Des centres d'information ont également été mis en place pour collecter, réunir, analyser, stocker et diffuser, au besoin, les informations nécessaires. Ces centres sont chargés de compiler des données ventilées par sexe, indispensables à toute planification et à toute formulation de politiques valables. Il en existe en Algérie, en Angola, au Burundi, au Kenya, au Liberia, au Rwanda, au Soudan, en Tunisie et au Zimbabwe.

De plus en plus de pays ont formulé et/ou adopté des politiques nationales relatives aux préoccupations des femmes, l'objectif premier étant d'intégrer la problématique hommes/femmes dans tous les aspects du développement national. Les pays suivants en ont formulé: Botswana, Ethiopie, Gambie, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Namibie, Nigéria, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Sur les 48 pays qui ont présenté un rapport, 40 ont adopté un plan d'action national comme stratégie de mise en œuvre de la Plate-forme de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

Ressources allouées : Le Botswana a alloué 1 % du budget national au mécanisme national chargé de la promotion de la femme. Le Ghana a affecté 299 millions de cédés aux activités du mécanisme national. Le Swaziland a augmenté le budget consacré aux activités liées à la femme de 200 % et le Malawi de 150 %. Mais l'intégration des questions relatives aux femmes étant mise en œuvre dans tous les ministères, il est difficile de faire une estimation raisonnable du budget global alloué aux activités touchant aux questions relatives aux femmes. Au niveau de la société civile, les ressources sont le plus souvent générées de l'intérieur à travers des efforts d'auto-assistance, bien qu'il y ait une certaine contribution de l'extérieur. Dans l'ensemble, le niveau du financement s'est amélioré au cours de la période considérée, même si les budgets globaux s'avèrent encore insuffisants.

Contraintes et insuffisances : Les pays qui ne disposent pas de structures décentralisées ont beaucoup de mal à atteindre les communautés rurales, en particulier au vu des insuffisances que présente l'infrastructure actuelle des communications. La faiblesse des ressources financières et humaines nuit également aux mécanismes nationaux. Le renforcement des capacités d'analyse, de planification et d'intégration des questions relatives aux femmes est également indispensable pour le personnel des mécanismes nationaux et des structures chargées des questions relatives aux femmes, compte tenu de leur rôle de promotion de l'intégration de ces questions. Le mandat des mécanismes nationaux, qui consiste à coordonner, surveiller et évaluer le processus de la mise en œuvre n'est ni suffisamment explicite ni assorti des outils et des ressources nécessaires.

Recommandations

1. Il est nécessaire d'affecter des budgets nationaux conséquents afin que les mécanismes nationaux disposent de ressources suffisantes pour faciliter, à l'échelle nationale, l'intégration des questions relatives aux femmes et la coordination des activités liées aux femmes. Il convient de démontrer l'engagement pris en faveur de budgets nationaux tenant compte des préoccupations des femmes.
2. Le renforcement des capacités d'analyse, de planification et d'intégration des questions relatives aux femmes au sein de l'administration est la clé d'une intégration réussie des préoccupations et besoins des femmes dans les politiques et activités.
3. Le mandat des mécanismes nationaux qui consiste à coordonner, surveiller et évaluer les activités touchant à l'intégration des questions relatives aux femmes et à la promotion de la femme devrait être explicité davantage par une politique générale et/ou des directives administratives.

4. Les outils et les ressources nécessaires devraient être fournis.
5. Les mécanismes nationaux devraient comporter des stratégies et des moyens concrets de coordination, de surveillance et d'évaluation et en renforcer l'application rigoureuse. En particulier, les stratégies de renforcement des bases d'information et de données dans chaque pays et de création de relations au sein et en dehors des pays autour de cette information devraient être clairement formulées et appliquées.

9. LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA FEMME

Introduction : Sur les 48 pays ayant présenté un rapport, 39 ont retenu les droits fondamentaux de la femme comme domaine prioritaire. Certains pays ont lié ce domaine à la question de la violence et de la paix. La plupart des pays ayant soumis un rapport ont ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDAW) de 1979, encore que certains d'entre eux aient émis des réserves sur certains de ses articles. Ils ont également ratifié la plupart des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ; parmi lesquels la Déclaration de Vienne et le Programme d'action adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993, la Convention de 1989 sur les droits de l'enfant et la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples de 1981. En 1995, plusieurs pays avaient déjà mis en place des groupes de travail sur les droits de l'homme ainsi que des commissions nationales des droits de l'homme en vue de suivre la mise en œuvre des instruments internationaux dans les pays mêmes.

Les pays ont relevé, malheureusement, que les femmes ne jouissent pas de leurs droits fondamentaux du fait des discordances entre la législation nationale et les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ces discordances se constatent aussi entre le droit moderne, le droit coutumier et le droit religieux dans plusieurs pays. La complexité des procédures administratives, la méconnaissance de la procédure judiciaire, le suivi inadéquat des violations des droits fondamentaux des femmes au sein des systèmes judiciaires, l'information incomplète sur les droits fondamentaux individuels et la persistance d'attitudes négatives à l'égard des femmes sont, entre autres, les raisons pour lesquelles les femmes ne jouissent pas pleinement de leurs droits fondamentaux.

Objectifs :

1. Promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes en mettant en œuvre intégralement tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
2. Garantir l'égalité et la non-discrimination devant la loi et dans la pratique ;
3. Inculquer, au plus grand nombre possible, des notions élémentaires de droit.

Mise en œuvre et réalisations : Quelques pays ont révisé leur constitution nationale pour que celle-ci protège non seulement les droits fondamentaux des femmes mais aussi ceux des hommes. La nouvelle constitution au Malawi et en Ouganda (1995) interdit les lois et pratiques culturelles qui violent les droits fondamentaux des femmes. L'Éthiopie, l'Erythrée, la Guinée-Bissau, la Namibie, le Maroc, Madagascar et les Seychelles ont révisé leur constitution pour qu'elle réponde mieux aux besoins et préoccupations des femmes. Plusieurs pays ont créé une commission nationale des droits fondamentaux ou d'autres institutions publiques équivalentes, qui ont pour tâches principales de protéger les droits fondamentaux, de promouvoir et de coordonner les activités portant sur ces droits afin que tous les citoyens puissent jouir de façon égale de leurs droits (Congo, Kenya, Libéria, Namibie, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tchad, Tunisie, etc.). Ces commissions organisent des campagnes de sensibilisation, des stages de formation et des séminaires et fournissent des conseils juridiques aux femmes et aux hommes. L'Afrique du Sud a adopté un plan national d'action en matière de droits humains qui intègre les droits des femmes en tant que composante essentielle des droits fondamentaux.

Des efforts ont été faits pour harmoniser la législation nationale avec les instruments juridiques internationaux. Le Malawi et la Zambie ont adopté des lois de succession dans le but de modifier et d'intégrer les lois et pratiques coutumières relatives à la succession et de les harmoniser avec les dispositions internationales en matière de droits fondamentaux. Le Burkina Faso a abrogé la loi qui interdit de faire en public la promotion des contraceptifs tandis qu'au Maroc la loi exigeant des femmes une autorisation de

l'époux pour prendre un emploi, a été également abrogée. Le Groupe de travail sur les droits fondamentaux du Kenya, a pour tâche de réviser toutes les lois portant sur le mariage, le divorce, la propriété matrimoniale et les droits des enfants, conformément au principe d'égalité entre les conjoints. Ce principe est déjà appliqué dans la Loi relative à l'assistance judiciaire de 1990 de la Namibie.

D'autres pays tels que l'Angola et le Ghana, ont mis en place un sous-comité national chargé de suivre la mise en œuvre de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en collaboration avec d'autres organes s'occupant des droits fondamentaux. D'autres, notamment l'Erythrée, le Mali, Madagascar, le Sénégal et les Seychelles, ont révisé leur législation du travail en vue de garantir le droit des femmes d'accéder à un emploi. Se fondant sur le fait que les conflits entre le droit coutumier et la constitution amènent souvent à ne pas respecter les droits des femmes, l'Afrique du Sud a décidé que dans de tels cas, c'est la Déclaration des droits des citoyens qui devrait s'appliquer.

Pour permettre aux populations des zones urbaines et rurales, de bénéficier de services juridiques et d'avoir des connaissances en droit, des ONG et des associations de femmes juristes, ont créé dans plusieurs pays, des centres d'assistance judiciaire où elles fournissent des conseils juridiques et diffusent l'information à des coûts peu élevés. Dans certains cas, les services sont gratuits pour les économiquement faibles. Les ONG et les gouvernements ont également organisé de nombreuses campagnes pour sensibiliser et éduquer les populations sur leurs droits fondamentaux, les dispositions législatives et les moyens de jouir de ces droits en recourant aux tribunaux, aux cliniques juridiques et à d'autres organes.

Dans certains pays, les lois sont traduites et diffusées en langues nationales dans le but d'inculquer aux populations des notions élémentaires de droit. En vue de développer et de faciliter la diffusion de l'information sur les violations des droits fondamentaux des femmes, des centres d'information sur les questions de parité et d'équité, ont été créés dans certains pays. Des mécanismes ont également été mis en place pour apporter les correctifs nécessaires. Dans d'autres pays, des programmes de formation sur les dispositions relatives aux droits humains et à leur mise en œuvre, ont été organisés à l'intention des agents chargés d'appliquer la loi tels que les agents de l'ordre, les gardiens de prison, les membres du corps judiciaire etc. En effet, les ONG ainsi que les organismes publics s'occupant des droits fondamentaux, y compris le Ministère de la justice dans certains pays, ont joué un rôle important dans l'exécution de ces activités. Dans des pays comme le Sénégal, les femmes en particulier, exercent des pressions pour susciter un changement.

Ressources allouées : L'insuffisance des ressources allouées par les gouvernements constitue le principal obstacle à la mise en œuvre des programmes envisagés au titre de ce domaine critique. On note ici, une forte dépendance à l'égard des ressources financières provenant d'ONG nationales et internationales, d'organismes des Nations Unies et d'organisations bilatérales/multilatérales.

Contraintes et insuffisances : Malgré les efforts déployés jusqu'ici par certains pays, il reste à harmoniser les diverses lois nationales avec les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Dans certains cas, la législation actuelle semble contenir des dispositions pour la protection des droits fondamentaux des femmes, mais dans d'autres, des lois appropriées n'existent pas; c'est ainsi qu'il n'existe pas de lois protégeant les droits individuels. Les réserves émises sur la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes font que la discrimination persiste, par exemple la réserve qui donne à la Constitution du Lesotho la primauté sur la Convention, limite l'accès des femmes à des niveaux élevés d'autorité dans la hiérarchie ecclésiastique et leur interdit de prendre la succession d'un chef. L'absence de mécanismes de coordination des différentes approches et activités des nombreux partenaires dans ce domaine, constitue également un problème. Dans certains cas, les ministères chargés des affaires féminines ne sont pas suffisamment forts pour coordonner les activités des autres départements ministériels.

La méconnaissance des notions élémentaires de droit chez les femmes est étroitement liée au taux élevé d'analphabétisme, ce qui empêche dans une grande mesure, les femmes de jouir de leurs droits fondamentaux et les désarme totalement car cela les rend impuissantes en cas de violation flagrante de leurs droits, surtout lorsque les auteurs en sont ceux qui sont chargés de faire respecter la loi. Il y a toujours un décalage entre les lois et leur application du fait de l'absence d'un système de contrôle bien défini. Quoiqu'il existe des structures destinées à éduquer et à sensibiliser le public en ce qui concerne les recours judiciaires, ces structures ne sont pas habilitées à sanctionner ceux qui les violent grossièrement, ce qui ne favorise pas le respect de la loi. L'insuffisance des ressources rend également les pays trop tributaires des financements extérieurs, de ce fait, certains des programmes connexes ne sont réellement pas des programmes qui leur appartiennent en propre. Il en résulte aussi que les services fournis par les ONG et les gouvernements ne couvrent pas l'ensemble du territoire national.

Recommandations :

1. Il importe d'urgence de faire preuve d'une détermination plus forte à réviser et à harmoniser les lois nationales.
2. La mise en place d'un mécanisme de coordination viable des activités des multiples acteurs dans le domaine, est essentielle.
3. D'autre part, un mécanisme de suivi et d'évaluation est également nécessaire en vue de suivre la mise en œuvre des dispositions des instruments juridiques, et leur impact sur les femmes.
4. La responsabilité relative à leur mise en œuvre doit également être clairement définie.
5. La base de ressources devrait être élargie en vue d'appuyer certaines des structures et institutions qui encouragent et fournissent les services en matière des droits fondamentaux.
6. L'intégration systématique des droits fondamentaux des femmes dans les programmes scolaires devrait permettre d'instituer une culture en matière de droits de l'homme.

Question nouvelle: La dépendance à l'égard des ressources extérieures étant importante, il ne faut pas s'attendre à voir s'opérer, dans le court terme et dans le continent même le changement d'attitudes et de valeurs, qui doit aller de pair avec le respect des droits fondamentaux des individus et des populations. Le continent africain étant toujours à la recherche d'un modèle de développement approprié, il doit être disposé à financer le processus par lequel ce développement est conçu et réalisé de façon à donner le sentiment que ce processus est endogène.

10. LES FEMMES ET LES MEDIAS

Introduction : Pour mettre en œuvre la Plate-forme d'action sur les femmes et les médias, 26 pays sur les 48 ayant soumis un rapport ont retenu ce domaine comme prioritaire et adopté une approche globale en la matière ou l'ont traité comme un domaine critique intersectoriel. Des pays tels que les Seychelles ont regroupé les média, l'information, la communication et les arts. La plupart de ces pays ont reconnu que les médias sont un moyen efficace d'atteindre et de sensibiliser le public mais ont aussi souligné le risque de véhiculer des images stéréotypées des femmes et d'ignorer leurs contributions importantes au développement national. Les médias très souvent donnent une image négative et dégradante de la femme. L'absence de la promotion des femmes dans la technologie d'information - qui ne touche pas les femmes - a été aussi signalée comme en témoigne leur faible représentation dans le secteur des communications.

Les pays ont également reconnu que la gestion des systèmes d'information est un outil important de développement du fait qu'elle permet d'avoir des données fiables, actuelles et d'accès facile pouvant être utilisées pour évaluer la performance des organisations et analyser les aspects plus généraux des politiques. En effet, l'information fournit des connaissances, et des femmes bien informées font de meilleurs choix. Par conséquent, des centres d'information et de données ont été créés en vue de collecter, rassembler et analyser des données. Des unités, des bureaux et des points focaux ont été également mis en place afin de collecter et de diffuser l'information sur les questions relatives aux femmes. Les pays se sont aussi engagés à réviser et/ou à formuler de nouvelles politiques en matière de médias et d'information favorables aux femmes, et à élaborer des plans et programmes pour mettre en œuvre les plans d'action nationaux sur la base des objectifs énoncés ci-après.

Objectifs :

1. Permettre aux femmes de participer davantage à la prise de décisions par l'intermédiaire des médias et des nouvelles techniques de communication.
2. Promouvoir une image juste et non stéréotypée des femmes dans les médias.
3. Présenter les femmes qui ont réussi comme modèles à suivre.
4. Favoriser une prise de conscience générale.
5. Faciliter la constitution de réseaux entre femmes.

Mise en œuvre et réalisations : Dans le but d'améliorer la condition des femmes dans les médias et au moyen des médias, les pays ont :

1. Entrepris un recrutement délibéré des femmes dans les médias ;
2. Promu celles qui sont déjà en poste et leur ont donné des responsabilités en améliorant leurs compétences et connaissances, y compris dans le domaine des techniques de l'information ;
3. Entrepris de sensibiliser et de former les professionnels ainsi que des autres personnels et décideurs des médias ;
4. Accru le nombre de femmes suivant une formation dans les domaines du journalisme et de la communication de masse ;
5. Renforcé les institutions de médias en leur fournissant à un appui financier et moral ;
6. Présenté des femmes comme modèles à suivre afin de changer l'image classique de la femme incapable, bloquée et inciter les femmes à briser ces barrières ;
7. Les femmes ont utilisé leurs compétences, leurs connaissances et la technologie de l'information pour s'élever contre l'image négative qu'on donne d'elles dans les médias. En conséquence, des médias plus sensibles aux sexospécificités ont vu le jour dans plusieurs pays, notamment au Nigeria, au Soudan et au Kenya.
8. La pornographie est interdite dans la plupart des pays.

Pour collecter et désagréger les données, des pays comme l'Angola, le Burundi, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Malawi et le Swaziland ont établi des centres d'information et envisagent d'entreprendre la formation de mener des travaux de recherche et des enquêtes sur des questions spécifiques. Les Unités sur les questions de parité au Kenya ainsi que des points focaux dans d'autres pays ont été chargés de mettre en place des banques de données informatisées en vue de la désagrégation des données par sexe.

Pour sensibiliser le public, il a été recommandé à la presse écrite, à la radio et à la télévision, de publier et de diffuser régulièrement des colonnes et programmes afin de traiter de façon positive des questions concernant les femmes. Des bulletins, brochures, dépliants, autocollants, drames et pièces de théâtres populaires sont également utilisés pour attirer l'attention sur les incidents liés aux violations des droits des femmes à travers des actes de violence, le viol, le VIH/SIDA, les pratiques traditionnelles néfastes, les pratiques abusives sur les enfants. Il y a eu une augmentation notable du temps d'antenne à la radio et à la télévision et des articles, émissions et programmes portant sur ces questions sont diffusés plus fréquemment. Le Burundi, la Guinée, Madagascar, le Nigéria, le Tchad et d'autres pays ont traduit en langues nationales des documents essentiels tels que les plans d'action et les manuels de formation afin d'assurer une large diffusion de l'information.

Pour faciliter la constitution des réseaux de médias, des clubs et associations pour les femmes dans les médias ont été créés dans des pays comme le Botswana, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Nigeria, le Rwanda, parmi d'autres.

Ressources : Les ressources demeurent insuffisantes. Les activités de mobilisation de fonds au Ghana ont permis à l'UNICEF, au PNUD et à l'OMS de débloquer 100 millions de cedis pour la collecte de données et les travaux de traduction pour la période 1999-2001.

Contraintes et insuffisances :

1. Insuffisance de ressources et taux élevés d'analphabétisme.
2. Forte commercialisation des médias.
3. La communauté influence très peu la radio, la télévision et les journaux.
4. L'utilisation et la traduction de plusieurs langues parlées et écrites se révèlent coûteuses.
5. Absence de données désagrégées par sexe et mauvais état des réseaux de communication.
6. Absence de politiques de communication et d'information.
7. Manque de systèmes de suivi et d'évaluation

Recommandations : Il est nécessaire de prendre les mesures suivantes :

1. Appuyer et améliorer l'utilisation du téléphone et de la nouvelle technologie d'information pour avoir accès à Internet grâce à de meilleurs réseaux de télécommunications,
2. Intensifier les efforts de recherche et de gestion de l'information ;
3. Former les femmes à utiliser la technologie d'information appropriée ;
4. Renforcer la capacité de gestion des femmes professionnelles dans le secteur des communications,
5. Entreprendre une analyse statistique par cadre sur la situation actuelle des femmes dans les médias ;
6. Appuyer les publications soucieuses de parité entre les sexes ;
7. Créer des stations de radio rurales,
8. Promouvoir l'utilisation des langues nationales.

Questions nouvelles : Pour développer la communication grâce à la nouvelle technologie de l'information, il est nécessaire d'investir massivement dans des systèmes de télécommunications modernes.

II. LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

Introduction : Pour renforcer le rôle que les femmes jouent dans la conservation de l'environnement, 27 pays sur les 48 ont accordé la priorité à ce domaine critique. Parmi les questions d'environnement figurent notamment l'agriculture, la sylviculture et le tourisme.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et les conférences internationales de suivi ont reconnu le rôle important que peuvent jouer les femmes dans l'élaboration de modes de consommation et de production durables et de méthodes de gestion des ressources naturelles ne présentant pas de danger pour l'environnement. On constate qu'il n'y a pratiquement pas de femmes participant à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions - et ce à tous les niveaux - s'agissant de la gestion des ressources naturelles, de la conservation, de la protection et de la réhabilitation de l'environnement bien qu'elles soient en mesure de contribuer par leurs compétences et leur expérience à la gestion des ressources naturelles. Au Burkina Faso, les femmes fournissent 93% de l'énergie destinée aux ménages. Elles consacrent entre 32 et 36 heures par semaine à chercher du bois et pratiquement autant à chercher de l'eau. Comme les femmes dépendent presque entièrement de l'environnement et des ressources naturelles pour leur subsistance, leur revenu subit l'effet des changements affectant la faune et la flore. Les femmes subissent les effets dévastateurs des marées noires (au Nigéria) et de la dégradation de l'environnement causée par les guerres, les inondations, la sécheresse et les feux de brousse.

En tant que principales productrices agricoles, les femmes sont responsables aussi bien de la gestion de l'environnement que de sa destruction. Elles contribuent sans le savoir à la dégradation de l'environnement lorsque sous le poids de tâches écrasantes et n'ayant pas beaucoup de choix, elles sont obligées de surexploiter les ressources naturelles pour survivre.

Objectifs : D'une manière générale, les pays visent à :

1. Renforcer ou créer des mécanismes pour évaluer l'impact des politiques de développement et d'environnement sur les femmes.
2. Intégrer les besoins et préoccupations des femmes et des perspectives sexospécifiques dans les politiques et programmes en vue du développement durable.
3. Assurer une participation active des femmes aux prises de décisions concernant l'environnement à tous les niveaux et à la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

Mise en œuvre et réalisations : Les pays ont renforcé ou créé des mécanismes pour évaluer l'impact des politiques de développement et d'environnement sur les femmes et pour intégrer les préoccupations des femmes et des perspectives sexospécifiques dans les politiques et programmes en vue du développement durable. Les pays comme le Bénin, le Kenya et Madagascar ont confié à des départements ministériels ou à des institutions spécifiques, la responsabilité de coordonner la prise en compte systématique des besoins et préoccupations des femmes dans les politiques, programmes et projets. Les organisations et les groupes sont encouragés à travailler sur des aspects spécifiques de la conservation de l'environnement, à l'instar de l'Association des femmes commerçantes du Nigeria, sur l'assainissement du marché ; de la Commission « Oil Mineral Producing Areas Development (OMADEC) [Commission pour le développement des zones pétrolières] du Nigeria sur la création de bureaux dans les régions ; de la Société LUNGOS aux Seychelles sur la création d'une commission chargée de l'environnement ou du Comité SWEES des Seychelles toujours sur la création d'industries familiales pour les femmes se trouvant dans la tranche des bas revenus. Les programmes et projets sur la protection de l'environnement sont gérés par des organisations individuellement ou par des consortiums, sous la supervision des mécanismes nationaux. Le Consortium des ONG du Swaziland qui travaillent sur la sécheresse, participe aux actions de sensibilisation des chefs traditionnels et des communautés

sur les questions écologiques. Le Swaziland envisage de mettre en œuvre la Convention sur la lutte contre la désertification. Le Botswana a un programme conjoint avec les ONG, qui inclut un projet de femmes sur la récolte des produits du veld.

Les activités génératrices de revenus comme les industries familiales aux Seychelles et au Mali, qui permettent aux femmes de vendre du bois, de pratiquer l'apiculture et de préparer des pépinières pour planter des arbres, assurer le reboisement, vont permettre d'assurer la protection de l'environnement et d'alléger la pauvreté. D'autres programmes portent sur la conservation du sol (Burkina Faso, Mali et Soudan), la lutte contre la pollution (Congo) et la mise en valeur des marécages (Bénin). Des institutions comme l'Agence béninoise, et le Comité national spécial du Kenya sont chargées d'examiner les lois pertinentes telles que les lois agraires. Au Burkina Faso, le Code de l'environnement et le Code forestier sont actuellement réexaminés, avec la participation des femmes à tous les niveaux. Le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée équatoriale, le Liberia, et le Togo, etc., ont élaboré des politiques et/ou des plans d'action nationaux qui tiennent compte du rôle des femmes dans la conservation de l'environnement. Au Burkina Faso, le gouvernement a pris des mesures positives en faveur de l'accès à la propriété foncière et au sujet de l'utilisation des terres. Le Soudan a lancé le projet de mise en valeur des zones arides en plus de celui portant sur le développement de la production du sel au moyen de l'énergie solaire.

Des programmes ont été mis en place pour fournir l'assistance technique aux femmes en ce qui concerne les questions liées à l'environnement; par exemple, les technologies appropriées permettant d'économiser l'énergie dans l'industrie manufacturière. Une attention spéciale a été accordée à l'assainissement, en particulier dans les zones urbaines avec le lancement de projets relatifs à la collecte des ordures et au nettoyage de rues. Des pays comme la Gambie et le Bénin ont des programmes de nettoyage et d'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau. Pour réduire le fardeau des tâches qui pèsent sur les femmes, des pays comme le Togo et la Tunisie ont fourni des puits et ont encouragé le reboisement qui, au bout du compte, permettra de satisfaire les besoins des ménages en énergie. Des sources d'énergie de remplacement ont été encouragées. Le Tchad s'est fixé comme objectifs la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités des femmes, la construction des puits d'eau, l'assainissement, les jardins et le reboisement. Des programmes éducatifs sur l'environnement sont intégrés dans les programmes scolaires et visent à promouvoir la recherche sur l'impact sur l'environnement afin de permettre aux femmes d'accéder, sur un pied d'égalité, aux ressources et de les utiliser dans les mêmes conditions. Des campagnes de sensibilisation et de conscientisation sont menées à travers des ateliers, des réunions et par le canal des médias. Le Nigéria a lancé un bulletin d'information « l'Ozone » pour éclairer l'opinion publique sur la couche d'ozone. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées sur plusieurs questions comme le reboisement et l'assainissement des marchés.

Pour faire participer activement les femmes au processus de prise de décision à tous les niveaux sur les questions liées à l'environnement, et à la mise en œuvre des plans d'action nationaux, l'Union nationale des femmes d'Erythrée (NUEW) a mobilisé les femmes dans le cadre de programmes de reboisement. Le gouvernement érythréen a également parrainé un programme de reboisement de plus de 60 000 arbres au Parc National à la mémoire des martyrs érythréens. Le Malawi, le Niger, le Togo et la Tunisie figurent parmi les pays qui encouragent la participation des femmes aux activités de reboisement. Le Bénin a également élaboré un programme « Femmes et sylviculture ». Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Togo encouragent les femmes à s'informer sur la protection de l'environnement. Ils les encouragent aussi à respecter la Convention sur la bio-diversité, à préserver les connaissances traditionnelles, les innovations et les pratiques en matière d'environnement et à analyser les liens qui existent entre les relations entre les sexes, la pauvreté et les questions écologiques. Le Togo a créé des radios rurales pour sensibiliser davantage les populations aux conséquences de la dépendance à l'égard de l'environnement.

En Erythrée le programme d'été organisé pour les élèves des écoles secondaires, en collaboration avec les groupes de femmes, vise à promouvoir une éthique de l'environnement. Au Ghana, le programme d'éducation sur l'eau et l'assainissement a pour objet de créer un environnement propre et salubre et de donner aux communautés les moyens de s'occuper des installations d'approvisionnement en eau. Le Nigéria a créé une commission « the Oil Mineral Producing Areas Development Commission » (OMADEC), qui est chargée de répondre aux besoins en huile des communautés. Pour favoriser la participation des femmes au processus de prise de décision sur les questions environnementales, des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria et le Togo ont pris des mesures pour susciter la confiance dans les femmes à des postes de direction en nommant des femmes dans les institutions, les groupes consultatifs, les comités, les conseils d'administration et les organisations. La promotion des femmes dans le domaine de l'éducation, en particulier en sciences et technologie, est encouragée au Congo et au Kenya.

Ressources : Les ressources financières et humaines sont fournies par les gouvernements, les communautés et les groupes de femmes, les ONG, les organisations internationales et les gouvernements étrangers.

Contraintes et insuffisances :

- 1 Les femmes demeurent sous-représentées dans les instances de prise de décisions;
- 2 De manière générale, il y a un manque de sensibilisation aux questions environnementales;
- 3 Les pénuries d'eau et d'énergie font qu'il est difficile de faire participer les femmes à la gestion de l'environnement;
- 4 Il reste à élaborer et à mettre en oeuvre des politiques sur l'environnement;
- 5 Les projets sectoriels sont parfois élaborés et exécutés sans un examen adéquat de leurs effets sur l'environnement.

Recommandations : Il est nécessaire d'inculquer aux femmes des connaissances en matière de gestion..

Questions nouvelles : Les femmes ne doivent pas seulement avoir accès aux ressources naturelles et les gérer, mais elles doivent aussi exercer un contrôle sur ces ressources afin que leurs familles et elles-mêmes puissent tirer profit d'une meilleure exploitation de ces ressources.

12. LA PETITE-FILLE

Introduction : Sur les 48 pays qui ont présenté un rapport, 28 ont fait du domaine critique “la petite fille” une priorité. Des pays comme le Botswana ont abordé le thème de la petite fille en tant que thème intersectoriel et partie intégrante des autres domaines critiques. Les aspects éducatifs liés à ce thème sont examinés dans le cadre du domaine critique “femmes et éducation.” La Convention relative aux droits de l'enfant (1993), qui a été ratifiée par de nombreux pays, stipule que pour qu'elle réalise pleinement son potentiel, il faut que la petite fille se développe dans un milieu favorable qui lui permette de satisfaire ses besoins spirituels, intellectuels et matériels en matière de survie, de protection et de développement, et lui garantissons les mêmes droits que les garçons. Les droits de la petite fille sont violés à travers des comportements, des croyances et des pratiques nuisibles qui se traduisent par le mariage précoce et forcé des enfants, la préférence pour le fils, la violence contre les femmes, l'exploitation, le harcèlement et les sévices sexuels, la discrimination dans la répartition de la nourriture, la surcharge de travail et l'accès limité aux services éducatifs et sociaux.

Objectifs : Les pays cherchent à :

1. Eliminer toutes les formes de discrimination à l'égard de la petite-fille;
2. Supprimer les attitudes et les pratiques culturelles nuisibles aux filles;
3. Promouvoir et protéger les droits de la petite fille et mener des campagnes de sensibilisation à ses besoins et à son potentiel;
4. Eliminer la discrimination contre les filles dans les domaines de l'éducation, du perfectionnement et de la formation;
5. Eliminer la discrimination à l'égard des filles dans les domaines de la santé et de la nutrition;
6. Mettre fin à l'exploitation économique du travail des enfants et protéger les jeunes filles sur le lieu de travail;
7. Eradiquer la violence contre la petite fille;
8. Promouvoir la sensibilisation et la participation de la petite fille à la vie sociale, économique et politique;
9. Renforcer le rôle que la famille joue dans l'amélioration de la condition de la petite fille.

Mise en œuvre et réalisations : Pour supprimer toutes les formes de discrimination à l'égard de la petite fille, les pays qui ont présenté un rapport ont adopté des mesures législatives, administratives et autres, tout en favorisant la création d'un environnement propice au respect total des droits de la petite fille. C'est ainsi que des pays comme le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Congo, le Ghana ou la Tunisie ont modifié et/ou formulé de nouvelles politiques en faveur des filles. De même, les plans d'action, les programmes et les projets nationaux sont conçus de manière à accorder l'attention au sort de la petite fille par les moyens suivants :

1. Sensibiliser le public à la socialisation des filles et des garçons à travers des rôles différents dans la société;
2. Proscrire les mutilations génitales et l'esclavage rituel (Djibouti et Ghana);
3. Relever l'âge du mariage à 16 - 18 ans pour mettre fin au mariage précoce forcé afin que les petites filles poursuivent leur scolarité;
4. Légiférer contre le retrait des filles de l'école et contre les grossesses précoces des adolescentes (Nigéria);
5. Mettre en place des cellules, des groupes spéciaux, des centres civiques chargés de la petite fille, des services et des clubs de conseils et d'orientation ayant pour mission de sensibiliser le public aux droits de la petite fille (par exemple en Algérie, au Bénin, au Congo, à Madagascar, au Malawi, en Namibie, au Nigéria, en Ouganda, au Rwanda, au Tchad, en Zambie et au Zimbabwe). Aux Seychelles, des filets de sécurité ont été mis en place afin que les filles puissent être prévenues contre l'avortement et puissent trouver un emploi. Les Li Viv, Apana, Caritas et

autres agences analogues dispensent une formation aux filles et les préparent à être autonomes. Aux Seychelles, la petite fille jouit des mêmes chances que les garçons en matière d'éducation, de santé, de nutrition, d'emploi et d'activité politique. Les institutions collaboratrices comme la FAWE en Namibie, au Swaziland, au Kenya, etc., contribuent activement à défendre les droits de la petite fille.

Les législations en matière d'éducation (Namibie), d'enfants (Nigéria) et de la famille (Algérie) ont été révisées et remplacées par de nouvelles dispositions. C'est ainsi que la loi réprimant le viol prévoit désormais des peines plus lourdes et que le code pénal a été amendé pour protéger les droits de la femme et de l'enfant. En Zambie, la Interstate Succession Act (Loi sur la succession) garantit à présent l'égalité entre les sexes en matière de succession et de questions économiques connexes.

Protéger les droits de la petite fille et faire mieux connaître ses droits et ses capacités. Plusieurs pays (dont le Bénin, la Guinée, le Soudan et la Tunisie) ont mis l'accent sur les droits de l'enfant et la nécessité de disposer du matériel d'enseignement, d'améliorer les structures d'accueil pour les enfants et de créer des bases de données renfermant des données désagrégées en vue de promouvoir la condition socioculturelle et économique des filles, d'éradiquer les mutilations génitales, les mariages précoces et la violence et de réduire les taux élevés d'abandons scolaires et de grossesses chez les adolescentes. Pour développer la confiance en soi chez les filles, des pays comme l'Algérie, le Bénin, l'Erythrée, la Guinée, et le Nigeria, entre autres, encouragent la participation des filles à des activités de clubs et aux discussions de groupe. Les programmes élaborés dans ce cadre mettent l'accent sur l'alphabétisation, la formation polyvalente dans les domaines des arts ménagers, de la santé et de l'hygiène (Algérie) et sur la formation pour que les femmes s'engagent dans des carrières professionnelles jusqu'à réservées aux hommes. Le programme d'orientation des carrières a été remanié dans une optique non sexiste. La Guinée encourage les "parlements d'enfants" alors qu'au Soudan, les programmes scolaires ont été révisés et les coûts de scolarité réduits. La Tunisie a réussi à réduire le taux d'abandons scolaires de 4,4% à 3,1%

Se préoccuper davantage de la violence à l'égard de la petite fille, de la santé et de la nutrition. Des pays comme la Zambie ont créé des cliniques juridiques pour les femmes où les femmes et les filles dont les droits ont été violés par des moyens violents ou autres, peuvent obtenir gratuitement des conseils pour faire prévaloir leurs droits. D'autres pays tels que le Nigéria, le Rwanda, le Swaziland et la Tunisie ont établi, au sein des services de police, des centres d'aide et d'accueil des femmes victimes d'abus. Dans nombre de pays, les communautés sont sensibilisées à ces questions à travers des expositions commerciales, des spectacles et des discussions en plein air, des visites et des campagnes de sensibilisation. Le public est mobilisé au moyen de la télévision, de la radio, de débats, de pièces de théâtre, de cassettes vidéo, d'affiches, de prospectus et de manuels de formation sur l'intégration des femmes. Les problèmes du travail forcé et du déficit nutritionnel sont traités dans le cadre des actions destinées à réduire la pauvreté, à améliorer l'environnement, la santé et la nutrition et à relever le niveau d'éducation des femmes et des filles. Au Nigeria, des centres d'aide et de réadaptation viennent en aide aux femmes mariées précocement atteintes d'infections. Le Ghana signale que les violations des droits des femmes et des filles sont de plus en plus ouvertement discutées dans le pays.

Les ressources : Elles demeurent insuffisantes. Le Tchad a consacré 26,5 millions de Francs CFA aux programmes au titre de ce domaine critique.

Les contraintes et les insuffisances : Elles sont entre autres :

1. Les facteurs économiques, sociaux et culturels qui affectent les droits des femmes et de leurs filles;
2. La faible prise de conscience que suscite la condition de la petite fille;
3. Le faible pouvoir économique des parents;
4. Les filles handicapées sont souvent victimes de violences sexuelles et privées d'école, de services économiques et de soins médicaux appropriés.

Recommandations :

1. Encourager la pratique du sport chez les filles;
2. Instituer une journée mondiale de la petite fille;
3. Créer des réseaux et renforcer ceux qui existent déjà.

Questions nouvelles : Il est indéniable que la petite fille fait l'objet de l'attention qu'elle mérite. En revanche, il ne faudrait pas, dans les actions entreprises en faveur de la petite fille, ignorer le petit garçon car cela reviendrait à promouvoir une inégalité à rebours. La petite fille et le petit garçon sont les adultes de demain qui doivent être préparés ensemble et de façon égale à faire face au futur.

II. CONCLUSION DE LA SYNTHÈSE

La synthèse des rapports nationaux d'activité fait ressortir clairement que beaucoup de progrès ont été accomplis dans un temps relativement court. Ces progrès témoignent de la volonté politique affichée par les pays africains qui ont réagi positivement aux recommandations maintes fois faites à l'occasion de forums internationaux, régionaux et nationaux. Cette volonté politique, fermement exprimée lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action nationaux, doit obtenir l'adhésion de tous les acteurs de la sphère politique et technique et de la société dans son ensemble.

Dans leurs rapports, les pays reconnaissent que la mise en œuvre des plans d'action nationaux a été ralentie du fait d'un certain nombre de contraintes et d'insuffisances. Le premier obstacle, qui participe en partie de l'enthousiasme provoqué par la Conférence de Beijing, est la multiplicité des initiatives et des projets consacrés à la promotion de la femme et mis en œuvre par le secteur public, la société civile et les organismes de coopération extérieurs. Chaque secteur a adopté une approche spécifique dans la conduite de ses activités. Cette diversité de stratégies, l'absence de coordination et d'une véritable maîtrise de l'approche "genre" ainsi que les gaspillages d'énergie et de ressources dus au chevauchement des initiatives, constituent les principaux obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

A Beijing, tous les Etats se sont engagés à promouvoir l'égalité entre les sexes. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'intégrer l'approche "genre" dans les politiques et les programmes mis en œuvre. Malheureusement, cette approche ou philosophie globale devant servir de référence pour définir les actions à entreprendre, n'est mentionnée dans aucun rapport national. Certes, des cycles de formation et de sensibilisation à l'approche "genre" ont été organisés, les efforts déployés dans ce domaine ont cependant été insuffisants.

Un certain nombre d'éléments nouveaux ne manquent pas, par ailleurs, de susciter des inquiétudes quant à la situation des femmes. Dans nombre de pays, plus de 70% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté dont une majorité de femmes. C'est la raison pour laquelle l'accent a été mis dans de nombreux pays sur la lutte contre la pauvreté. Certains pays ont également pris des mesures pour améliorer la situation des pauvres et des groupes vulnérables. Dans la plupart des cas, ces efforts n'ont cependant pas donné les résultats escomptés comme le prouve le nombre d'indigents et de groupes vulnérables, en particulier les mendiants, les enfants des rues, les prostituées et les victimes de plus en plus nombreuses du VIH/SIDA. La pandémie du SIDA et ses effets dévastateurs sur les femmes et les enfants est mise en relief dans de nombreux rapports.

Toutes ces contraintes ainsi que l'environnement socio-économique difficile, doivent être pris en compte par l'ensemble des Etats dans la mise en œuvre des décisions qui ont été prises et adoptées par la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes.

ANNEXES

TABLEAU I -Politiques et plans d'action nationaux sur les questions de parité

POLITIQUES NATIONALES SUR LES QUESTIONS DE PARITE		PLAN D'ACTION NATIONAL
ALGERIE		Oui
ANGOLA		oui (to 2000)
BENIN		Oui
BOTSWANA	oui	Oui
BURKINA FASO		oui (1998/00)
BURUNDI		oui (1998/00)
CAMEROUN	oui	Oui
CAP-VERT		oui (1996/00)
REP. CENTRAFR.	oui	Oui
TCHAD	oui	oui (1995/99)
COMORES	(en prép.)	Oui
CONGO	oui	oui (2000/02)
R. DEM. CONGO		oui (1999/04)
DJIBOUTI		Oui
GUINEE EQUAT.		Oui
ERITHREE		Oui
ETHIOPIE	oui	Oui
GABON		Oui
GAMBIE	oui	Oui
GHANA		Oui
GUINEE	oui	oui (1997/01)
GUINEE-BISSAU		oui (1998/03)
COTE D'IVOIRE		oui (2000/05)
KENYA	oui	oui
LESOTHO		non
LIBERIA		non (en prép.)
LIBYE		non
MADAGASCAR		oui
MALAWI	oui	oui (1997)
MALI		oui (1996/00)
MAROC		oui
MOZAMBIQUE		non
NAMIBIE	oui	oui
NIGER	oui	oui
NIGERIE	oui	non
RWANDA		oui
S. TOME et PR.		oui
SENEGAL		oui (1997/01)
SEYCHELLES		oui
SIERRA LEONE		oui
SOUDAN		oui (1998/02)
SWAZILAND		oui
TANZANIE	oui	non
TOGO	oui	oui (1999/04)
TUNISIE		oui
OUGANDA	oui	oui
ZAMBIE	oui (en projet)	oui
ZIMBABWE	oui (d'ici décembre 1999)	oui

TABLEAU II -Priorités nationales en ce qui concerne les objectifs et les actions stratégiques

	<i>Pauvreté</i>	<i>Education</i>	<i>Santé</i>	<i>Violence</i>	<i>Conflit</i>	<i>Economie</i>	<i>Décisions</i>	<i>Institutions</i>	<i>Droits humains</i>	<i>Média</i>	<i>Environnement</i>	<i>Petite fille</i>
ALGERIE	✓	✓	✓	✓		✓				✓		
ANGOLA	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
BENIN	✓	✓	✓			✓			✓		✓	✓
BOTSWANA	✓	✓	✓				✓			✓	✓	
BURKINA FASO	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓
BURUNDI	✓	✓	✓		✓			✓	✓	✓		
CAMEROUN	✓	✓		✓			✓	✓	✓			✓
CAP-VERT	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓		
REP. CENTRAFR.	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
TCHAD	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
COMORES	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
CONGO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
R. DEM. CONGO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
DJIBOUTI	✓	✓	✓			✓		✓				
GUINEE EQUATORIALE	✓	✓				✓	✓		✓		✓	
ERITREE	✓	✓	✓		✓				✓			
ETHIOPIE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
GABON	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	
GAMBIE	✓					✓				✓	✓	
GHANA	✓	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	
GUINEE	✓	✓	✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓
GUINEE-BISSAU	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓			✓
COTE D'IVOIRE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
KENYA	✓	✓	✓	✓				✓	✓			
LESOTHO	✓		✓			✓			✓			
LIBERIE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
LIBYE	✓	✓	✓	✓					✓			✓
MADAGASCAR	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	
MALAWI	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
MALI	✓	✓	✓				✓	✓	✓		✓	
MAROC	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓			
MOZAMBIQUE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
NAMIBIE	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓			✓
NIGER	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
NIGERIE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
RWANDA	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	
S. TOME et PR.	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓
SENEGAL	✓	✓	✓					✓	✓			✓
SEYCHELLES	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓		✓
SIERRA LEONE	✓	✓	✓		✓							
SOUDAN	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
SWAZILAND	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓			✓
TANZANIE	✓	✓				✓	✓	✓	✓			
TOGO	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓	
TUNISIE	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓
OUGANDA	✓		✓						✓			✓
ZAMBIE	✓	✓	✓				✓					✓
ZIMBABWE		✓				✓	✓	✓				

Source: Rapports nationaux, 1999

Priorités nationales

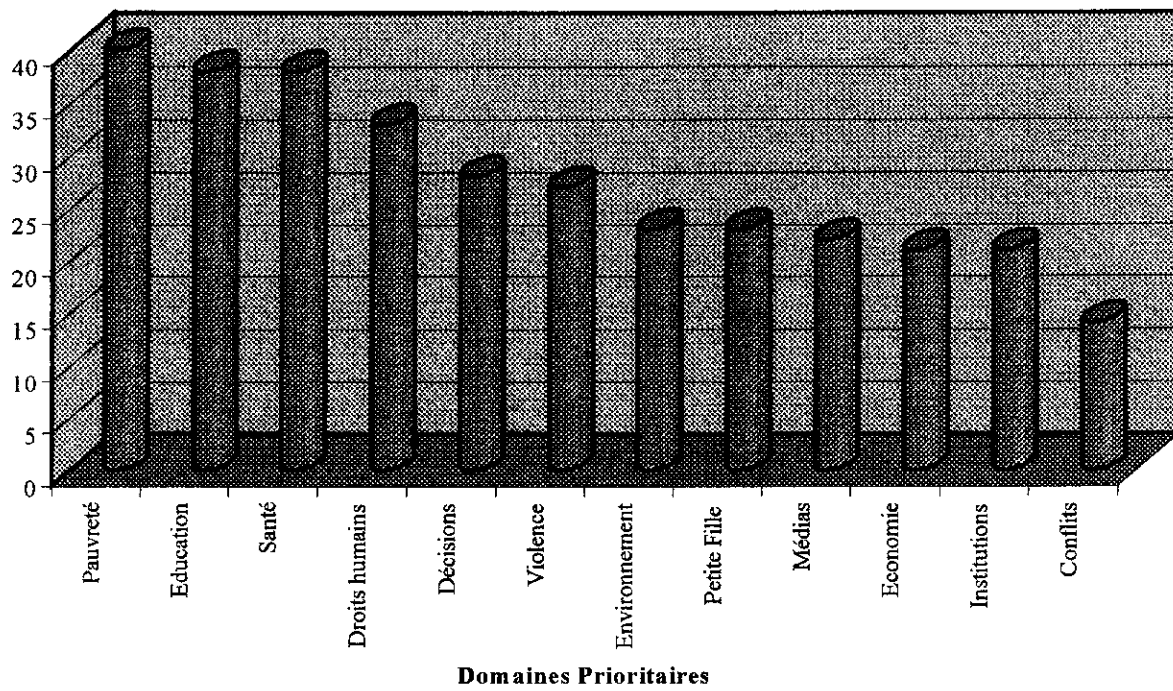


TABLEAU III. Santé et éducation

	Santé						Éducation					
	Mortalité maternelle ¹	Mort. Infant ²		Accès aux serv. méd.	Taux d'util. de contraceptif % ³	Taux d'analph. %		Taux de scol. prim. % ⁴		Taux de scol. sec. % ⁵		
		Fem.	Hom.			Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	
ALGERIE	146 ('97)	54.6	59.5	98% ('95)	49 ('95)	33.4	23.6	46.5	53.5	53.73	45.1	
ANGOLA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
BENIN	221 ('97)	94 ('96)	-	-	4.3 ('97)	71.0	-	-	-	-	-	
BOTSWANA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
BURKINA FASO	566 ('95)	115 ('95)	-	-	9.8 ('96)	91.7	77.0	-	-	-	-	
BURUNDI	541	-	-	-	3.5	72.6	51.7	-	-	46.0	54.0	
CAMEROUN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CAP-VERT	-	-	-	-	33.2 ('97)	63.6	36.3	48.9	51.1	50.7	49.2	
REP. CENTRAFRI.	948	-	-	-	3	76.0	-	40	51	-	-	
TCHAD	-	132	-	-	-	84.0	53.0	-	-	-	-	
COMORES	500	116	-	80%	11.0	-	-	-	-	-	-	
CONGO	890	123 ('97)	-	-	3.0	-	-	-	-	-	-	
R. DEM. CONGO	1837	125 ('97)	-	-	-	Rur:60	-	-	-	-	-	
DJIBOUTI	740	114	-	-	26.0	74.4	42.7	-	-	-	-	
GUINEE EQUAT.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
ERITHREE	330('97)	136('95)	-	-	-	90.0	70.0	45.3	54.6	40.1	59.8	
ETHIOPIE	500-700 ('97)	105	-	48.5%	9.8	75.0	-	36.0	63.9	-	-	
GABON	-	-	-	-	-	63.0	-	-	-	-	-	
GAMBIE	1050 ('93)	126 ('95)	-	-	12.0 ('95)	73.0	-	42.6	57.4	31-37	-	
GHANA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
GUINEE	686	136	-	-	2.0	83.0	62.0	-	-	-	-	
GUINEE-BISSAU	700	132	-	-	-	8.5	-	38	53	-	-	

¹ Pour 100,000 naissances vivantes.

² Pour 1000.

³ Toutes les méthodes.

⁴ Pourcentage des effectifs globaux.

⁵ Pourcentage des effectifs globaux.

TABLEAU III (suite) -Santé et éducation

(-) données non disponibles

	Santé					Education					
	Mortalité maternelle	Mort. Infant.		Accès aux serv. méd.	Taux d'util. De contraceptive %	Taux d'analph. %		Taux de scol. prim %		Taux de scol. sec. %	
		Fem.	Hom.			Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.
COTE D'IVOIRE	400	100	-	-	-	67.6	48.1	-	-	-	-
KENYA	365-590	66.8	74.5	-	39%	45.0	-	49.4	50.6	46.7	53.3
LESOTHO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LIBERIE	500-600	134	-	-	-	78.0	46.0	40.0	60.0	32.0	68.0
LIBYE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MADAGASCAR	596 ('94)	93	65%	-	-	57.0	52.0	-	-	-	-
MALAWI	620 ('96)	133 ('96)	36% ('96)	14.0	-	69.0	44.0	-	-	-	-
MALI	577	102	-	12.4	-	89.0	?	Ratio 0.62 w.	-	-	-
MAROC	228 ('93/'97)	61.6	-	58.8	-	67.0	41.0	42.8	57.2	44.2	55.8
MOZAMBIQUE	-	-	-	-	-	-	-	44.0	56.0	28.0	72.0
NAMIBIE	-	-	55%	-	-	20.0	17.0	50.1	49.9	52.7	47.3
NIGER	1020	127	32% ('97)	7.9 ('96/'97)	-	87.9	78.9	-	-	-	-
NIGERIE	-	-	-	-	-	61.0	38.0	54.4	45%	-	-
RWANDA	-	-	-	-	-	-	-	50.0	50.0	50.0	50.0
SAO TOME et PR.	209 ('93)	63.5 ('97')	-	15.5 ('97')	-	57.5	26.8	47.5	52.4	-	-
SENEGAL	510	60	80%	14.0	-	64.3	63	-	-	35.4	-
SEYCHELLES	-	8.1 ('97')	-	51.0	-	-	-	50.8	49.2	51.3	48.7
SIERRA LEONE	-	169 ('96/'97)	28.0%	6.0%	-	77.0	64.0	43.0	57.0	-	-
SOUDAN	-	-	-	15%	-	57.6	33.4	54.8	46.2	47.2	52.8
SWAZILAND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TANZANIE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOGO	-	-	-	-	-	63.0	33.0	-	-	-	-
TUNISIE	56	24.4	30.5	90.6%	65.6%	42.9	21.2	47.7	52.3	50.6	49.4
OUGANDA	-	-	-	-	-	-	-	47.0	53.0	-	-
ZIMBABWE	-	-	-	-	-	-	-	49.0	51.0	42.4	57.6
ZAMBIE	649	-	-	19 ('96)	-	-	-	Equal (ratio 1.1)	-	-	-

Source: Rapports nationaux